



**CBD**



## **Convention sur la diversité biologique**

Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1/Add.2  
19 août 2014

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION  
SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN  
TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU  
PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX  
RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE  
JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES  
DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION

Première réunion

Pyeongchang, République de Corée, 13–17 octobre 2014

### **PROJETS DE DÉCISIONS POUR LA PREMIÈRE RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION**

#### **INTRODUCTION**

1. La présente note consolide les projets de décisions, pour examen par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, à sa première réunion (COP/MOP 1). Ces projets de décisions sont organisés suivant l'ordre du jour provisoire de la réunion et les annotations à celui-ci (UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1 et UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1/add.1). La présente note inclut les projets de décisions contenus dans les diverses recommandations qui ont été formulées aux trois réunions du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya (CIPN), à la cinquième réunion du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention et, selon qu'il convient, des éléments supplémentaires élaborés par le Secrétaire exécutif en réponse aux demandes faites par le Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya; la base de ces éléments supplémentaires est fournie dans la documentation préparée pour la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya.

INTRODUCTION .....	1
POINT 3. Adoption du règlement intérieur des réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya .....	3
POINT 8. Le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, et l'échange d'informations (Article 14).....	4
POINT 9. Suivi et établissement des rapports (Article 29) .....	9
POINT 10. Procédures et mécanismes institutionnels de coopération propres à encourager le respect des dispositions du Protocole de Nagoya et à traiter les cas de non-respect (Article 30) .....	29
POINT 11. Clauses contractuelles types, codes de conduite volontaires, lignes directrices et bonnes pratiques et/ou normes (Articles 19 et 20) .....	34
POINT 12. Orientations au mécanisme de financement (Article 25) .....	34
POINT 13. Orientations sur la mobilisation des ressources pour l'application du Protocole de Nagoya .....	38
POINT 15. Budget-programme pour l'exercice biennal suivant l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya .....	40
POINT 16. Améliorer l'efficacité des structures et des processus au titre de la Convention et de ses Protocoles.....	40
POINT 17. Mesures d'appui à la création et au développement de capacités, et au renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles dans les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition (Article 22).....	42
POINT 18. Mesures de sensibilisation à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques (Article 21) .....	63
POINT 19. Nécessité et modalités d'un mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages. ....	71

**ÉLÉMENTS DES PROJETS DE DÉCISIONS PAR POINT DE L'ORDRE DU JOUR****POINT 3. ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES RÉUNIONS DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE NAGOYA**

---

*Ceci qui suit est composé du projet de décision contenu dans la recommandation 3/1 du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (CIPN).*

---

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya,*

*Notant que, conformément au paragraphe 5 de l'article 26 du Protocole, le règlement intérieur des réunions de la Conférence des Parties à la Convention s'applique mutatis mutandis au Protocole, à moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au présent Protocole n'en décide autrement par consensus,*

*Décide par consensus que :*

a) Lorsque l'article 21 du règlement intérieur des réunions de la Conférence des Parties à la Convention s'applique aux réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, cet article sera complété par le paragraphe suivant, conformément au paragraphe 3 de l'article 26 du Protocole :

« Lorsqu'un membre du Bureau de la Conférence des Parties à la Convention représentant une Partie à la Convention qui n'est pas encore une Partie au Protocole, est remplacé par un membre élu par les Parties au Protocole et parmi celles-ci, le mandat de ce remplaçant vient à expiration en même temps que celui du membre du Bureau qu'il ou elle remplace ».

Lorsque le règlement intérieur des réunions de la Conférence des Parties à la Convention est modifié par la Conférence des Parties à la Convention, ces amendements s'appliquent mutatis mutandis aux réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, à moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole n'en décide autrement.

**POINT 8. LE CENTRE D'ÉCHANGE SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES, ET L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS (ARTICLE 14)**

---

*Le Secrétaire exécutif a préparé le projet de décision ci-après sur la base du document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/2; l'annexe a été préparée sur la base du document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/2/Add.1.*

---

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya*

- a) *Se félicite* des progrès accomplis par le Secrétaire exécutif et de l'expérience acquise lors de la phase pilote du Centre d'échange et le renforcement des capacités du centre d'échange APA;
- b) *Adopte* les modalités de fonctionnement du Centre d'échange APA figurant dans l'annexe à la présente décision;
- c) *Met en place* un comité consultatif informel pour aider le Secrétaire exécutif à mettre en place le Centre d'échange APA et à résoudre certains problèmes techniques liés à l'évolution du Centre d'échange APA;
- d) *Décide* que le comité consultatif informel tiendra au moins une réunion, des débats en ligne informels si nécessaire et fera rapport sur les résultats de son travail à la deuxième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au protocole de Nagoya;
- f) *Demande* aux Parties et aux autres gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à désigner une autorité chargée de la publication et/ou un ou plusieurs utilisateurs autorisés pour le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages;
- g) *Incite* les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes concernées à fournir les informations adaptées au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages dès que possible et de transmettre leurs observations au Secrétaire général;
- h) *Invite* les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, le Fonds pour l'environnement mondial, les banques régionales de développement et les autres institutions financières à fournir les ressources financières nécessaires pour que les Parties participent activement au Centre d'échange sur l'Accès et le partage des avantages;
- i) *Prie* le Secrétaire exécutif de poursuivre la mise en place du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, en fonction des ressources disponibles et conformément aux modalités de fonctionnement et des observations transmises et de rendre compte des progrès accomplis à la deuxième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya.

---

*De plus, comme proposé dans le document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/2, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya souhaitera peut-être suggérer un moyen de parvenir à une compréhension commune sur :*

- i) *Les moyens d'impliquer les communautés autochtones et locales au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages en lien avec la mise en place du Protocole de Nagoya, y compris : i) les fonctions éventuelles d'une autorité compétente des communautés autochtones et locales et d'un correspondant des communautés autochtones et locales pour le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, relativement à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya; ii) leur rôle et leurs responsabilités éventuels dans le cadre du Centre d'échange APA ; iii) quelle personne sera chargée de fournir des informations sur ces autorités au Centre d'échange APA;*

- ii) *Les questions relatives au permis ou son équivalent qui constitue un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale et les communiqués des points de contrôle.*

### *Annexe*

## **MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'ÉCHANGE APA**

### **A. Rôle du Centre d'échange APA**

1. Le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages prévoit que le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (Centre d'échange APA) doit faciliter au minimum l'échange des informations suivantes pour l'application du Protocole :

- a) les mesures législatives, administratives et de politique générale en matière d'accès et de partage des avantages pour ce qui est des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques (Article 14, paragraphe 2 a));
- b) le correspondant national et l'autorité ou les autorités nationales compétentes (Article 14, paragraphe 2 b));
- c) les permis ou documents équivalents délivrés au moment de l'accès pour attester de la décision d'accorder le consentement préalable en connaissance de cause et de la conclusion de conditions convenues d'un commun accord (Article 14, paragraphe 2 c)).

2. Au nombre des informations supplémentaires qui pourraient être mises à disposition par le truchement du Centre d'échange APA peuvent figurer les suivantes :

- a) les autorités compétentes pertinentes des communautés autochtones et locales, et des renseignements, selon qu'il en est décidé (Article 14, paragraphe 3 a));
- b) les clauses contractuelles types (Article 14, paragraphe 3 b));
- c) les méthodes et outils développés pour surveiller les ressources génétiques (Article 14, paragraphe 3 c));
- d) les codes de conduite et les meilleures pratiques (Article 14, paragraphe 3 d));
- e) les points de contrôle désignés en vertu de l'article 17, paragraphe 1 a);
- f) les informations collectées ou reçues par les points de contrôle désignés, y compris les certificats de conformité reconnus à l'échelle internationale, pour surveiller l'utilisation des ressources génétiques (Article 17, paragraphe 1 a) i) et iii));
- g) les initiatives de création et de renforcement des capacités prises au niveau national, régional et international (Article 22, paragraphe 6).

3. Le Centre d'échange APA devrait permettre l'échange d'autres informations en application des décisions prises par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole.

### **B. Caractéristiques du Centre d'échange APA**

4. La création du Centre d'échange APA sera guidée par les principes d'inclusion, de transparence et d'équité et conformément aux caractéristiques suivantes :

- a) faire usage d'un portail central fondé sur l'Internet pour donner accès à l'information;
- b) fournir un accès à l'information d'une manière simple, conviviale, efficace, sûre, souple et fonctionnelle;
- c) offrir un mécanisme de communication hors ligne et d'accès à l'information aux Parties qui ont fait savoir au Secrétariat qu'elles souhaitent accéder à cette information;
- d) faire usage de formats communs pour soumettre les informations;

- e) faire usage de champs obligatoires dans les formats communs, sans préjudice de la protection des informations confidentielles, afin de s'assurer que l'information minimum requise pour garantir la certitude juridique, la clarté et la transparence est mise à la disposition du Centre d'échange APA;
- f) être conçu pour fonctionner dans les six langues officielles des Nations Unies;
- g) faire usage, s'il y a lieu, de vocabulaires contrôlés dans le cadre du Protocole de Nagoya, qui peuvent être traduits dans les langues officielles des Nations Unies, afin de faciliter l'enregistrement et l'extraction des informations et de faciliter la capacité de recherche des documents dans toutes les langues;
- h) faire usage de métadonnées sur chaque document (c'est-à-dire des identificateurs descriptifs comme le nom, la date et l'auteur) pour faciliter l'enregistrement et l'extraction des informations;
- i) exiger que les métadonnées qui décrivent les données primaires (comme par exemple les éléments qui décrivent le contenu d'une mesure législative tiré d'un vocabulaire contrôlé) soient fournies au Centre d'échange APA dans une langue officielle des Nations Unies tout en reconnaissant que les données primaires, qui sont le contenu de fond du Centre d'échange APA (comme par exemple une mesure législative), peuvent lui être soumises dans la langue originale;
- j) encourager les Parties et les autres gouvernements à fournir également des traductions à titre gracieux des données primaires soumises au Centre d'échange APA dans une des langues officielles des Nations Unies;
- k) permettre qu'un mécanisme puisse modifier ou actualiser l'information tout en préservant la certitude juridique, la clarté et la transparence conformément au Protocole de Nagoya, en particulier dans le cas d'un permis ou de son équivalent qui constitue un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale. Dans ces cas-là, le permis original ou son équivalent qui constitue un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale doit être archivé et son statut pris en compte dans le document;
- l) faire usage d'identificateurs uniques engendrés par le Centre d'échange APA pour rechercher et extraire des informations figurant sur des certificats de conformité reconnus à l'échelle internationale;
- m) ne pas inclure des données confidentielles car toutes les informations publiées dans le Centre d'échange APA sont accessibles au public et, si elles sont publiées, l'autorité éditoriale et les autres utilisateurs du Centre d'échange APA confirment que les informations publiées ne sont pas confidentielles;
- n) être conçu pour être interopérable et pour échanger des informations avec d'autres bases de données et systèmes;
- o) permettre la participation active des communautés autochtones et locales pour l'échange d'informations sur les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques;
- p) appuyer l'échange d'informations pour aider les Parties à créer et renforcer leurs capacités en vue de faciliter l'application du Protocole de Nagoya;
- q) donner aux usagers la possibilité de faire des observations sur sa création;
- r) renforcer les fonctions et les activités en réponse à une demande claire et identifiée, et fondée sur une expérience additionnelle et les ressources disponibles.

### ***C. Administration du Centre d'échange APA***

5. Le Secrétariat administrera le portail central du Centre d'échange APA et il aura notamment les fonctions suivantes :

- a) développer et tenir à jour le portail central et les bases de données centrales pour veiller à ce que le Centre d'échange APA soit accessible, convivial, consultable et compréhensible;
- b) identifier, examiner et mettre au point selon que de besoin des formats communs pour mettre les informations à la disposition du Centre d'échange APA;
- c) fournir aux Parties, aux autres gouvernements, aux communautés autochtones et locales et autres parties prenantes une assistance technique pour enregistrer et extraire les informations;
- d) coopérer le cas échéant avec les organisations et entités nationales, infrarégionales, régionales et internationales concernées;

e) permettre selon que de besoin l'échange d'informations avec d'autres fournisseurs de données à l'appui de l'application du Protocole de Nagoya;

f) enregistrer au nom des Parties, sur demande, les communications hors ligne d'informations au Centre d'échange APA;

g) fournir, lorsque les Parties en font la demande, des dispositifs de stockage des données portatifs qui contiennent des informations disponibles par le truchement du Centre d'échange APA;

h) remplir d'autres fonctions administratives comme en fait la demande la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya.

***D. Rôle et responsabilités des autorités nationales en ce qui concerne le Centre d'échange APA***

6. Le correspondant national sur l'accès et le partage des avantages communiquera au Secrétariat la désignation de l'autorité éditoriale pour le Centre d'échange APA, dont les fonctions comprendront les suivantes :

a) autoriser la publication de tous les documents nationaux enregistrés au Centre d'échange APA;

b) participer activement à la mise à disposition d'informations sur le Centre d'échange APA;

c) veiller à ce que les informations mises à disposition sur le Centre d'échange APA soient complètes, non confidentielles, pertinentes et à jour;

d) œuvrer en liaison avec le Secrétariat concernant la création et le fonctionnement du Centre d'échange APA;

e) faciliter le travail en réseau et le renforcement des capacités des utilisateurs nationaux autorisés ainsi que d'autres utilisateurs du Centre d'échange APA, y compris les communautés autochtones et locales et d'autres parties prenantes.

7. L'autorité éditoriale peut désigner un ou plusieurs utilisateurs nationaux autorisés pour contribuer à l'élaboration de projets de documents nationaux.

***E. Supervision et avis techniques***

8. Le Secrétariat peut demander l'assistance d'un comité consultatif informel, constitué et coordonné d'une manière transparente par le Secrétaire exécutif, l'accent étant mis en particulier sur la prestation d'orientations techniques concernant la résolution de questions techniques issues de la création en cours du Centre d'échange APA.

***F. Rapports sur les activités***

9. Le Secrétariat fournira des informations sur le fonctionnement du Centre d'échange APA à chaque réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya. Ces informations peuvent inclure :

a) le nombre, la distribution régionale et le type de documents mis à disposition par le truchement du Centre d'échange APA;

b) le nombre de permis ou leurs certificats de conformité équivalents reconnus à l'échelle internationale;

c) la disponibilité des informations dans les six langues officielles des Nations Unies;

d) les rapports sur les collaborations entre le Centre d'échange APA et les organisations concernées pour l'échange de données pertinentes;

e) le retour d'informations sur le fonctionnement du Centre d'échange APA fournies par les utilisateurs;

f) la mesure et l'analytique fondées sur l'utilisation externe du Centre d'échange APA, y compris le nombre de visiteurs, pour aider à comprendre le fonctionnement et l'efficacité du site Web;

g) les informations sur les dépenses de fonctionnement, y compris les fonds et les ressources additionnelles nécessaires.

***G. Examen périodique***

10. La mise en place et le fonctionnement du Centre d'échange APA seront soumis à un examen périodique, qui devrait viser à inclure des consultations avec un large éventail de Parties et d'utilisateurs du Centre d'échange APA. Des examens périodiques devraient ensuite avoir lieu conformément à l'article 31 du Protocole de Nagoya.



## POINT 9. SUIVI ET ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS (ARTICLE 29)

---

*Ce qui suit est composé du projet de décision figurant au paragraphe 2 de la recommandation 3/7 du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (CIPN).*

---

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya,*

1. *Prie* le secrétaire exécutif de mettre le format du rapport national intérimaire, qui figure en annexe, à disposition via le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, en offrant la possibilité de soumettre des informations hors ligne;
2. *Invite* les Parties et les autres gouvernements à soumettre un rapport national intérimaire sur le respect de leurs obligations en vertu du Protocole de Nagoya :
  - a) Dans une langue officielle des Nations Unies;
  - b) via le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages;
  - c) douze mois avant la troisième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya;
3. *Prie* le secrétaire exécutif de consolider les informations contenues dans les rapports nationaux intérimaires reçus et les informations publiées dans le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages en vue de leur examen par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole à sa troisième réunion, en tant que contribution à l'évaluation et à l'examen de l'effectivité du Protocole par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole conformément à l'article 31;
4. *Invite* le Fonds pour l'environnement mondial à mettre à disposition des ressources financières afin d'aider les Parties admissibles à établir leurs rapports nationaux;
5. *Décide* d'examiner à sa troisième réunion la question des intervalles auxquels devront être présentés les rapports; et
6. *Décide* également de maintenir à l'étude le format du rapport national, sur la base du retour d'informations des Parties et de l'expérience acquise.

---

*Les éléments supplémentaires ci-après du projet de décision, et l'annexe, ont été préparés par le Secrétaire exécutif sur la base du document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/3.*

---

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya*

- a) *Prie* le Secrétaire exécutif, à la lumière des résultats de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya et de l'évolution du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, d'examiner le format pour le rapport intérimaire national figurant en annexe au présent document, et de le rendre disponible dès que possible par le biais du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, en tenant compte de la nécessité d'éviter les doubles emplois par rapport aux informations déjà publiées dans le Centre d'échange sur l'APA et le mécanisme du centre d'échange;
- b) *Encourage* les Parties et les autres gouvernements à soumettre leur rapport intérimaire national dès que le format deviendra disponible par le biais du Centre d'échange sur l'APA, afin d'établir des données de référence, et de le mettre à jour à intervalles réguliers jusqu'à douze mois avant la troisième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya;

c) *Prie* le Secrétaire exécutif et inviter les Parties, les autres gouvernements et les organisations concernées d'utiliser et de tenir compte des rapports intérimaires nationaux lorsqu'ils mènent à bien des activités de création et de renforcement des capacités à l'appui du Protocole de Nagoya.

#### *Annexe*

### **LIGNES DIRECTRICES POUR LE RAPPORT INTÉrimAIRE NATIONAL SUR LA MISE EN OEUVRE DU PROTOCOLE DE NAGOYA**

Le format ci-après pour la préparation du rapport intérimaire national sur la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages, prévu par l'article 29 du Protocole, consiste en une série de questions basées sur les dispositions du Protocole qui établissent des obligations pour les Parties au Protocole. Ces questions sont identifiées comme étant obligatoires et sont précédées d'un astérisque.

Par ailleurs, certaines questions ne sont pas strictement basées sur les dispositions du Protocole et sont identifiées comme étant facultatives. Elles sont incluses dans le format de rapport afin de contribuer à l'évaluation et à l'examen de l'efficacité du Protocole, dans le cadre de l'article 31, ainsi que pour recenser les difficultés et les défis qui se sont présentés lors de la mise en œuvre du Protocole de Nagoya et des décisions adoptées par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya (COP-MOP).

Le rapport intérimaire national peut s'avérer un outil précieux autant pour les Parties que pour les non-Parties au Protocole de Nagoya pour évaluer le niveau de mise en œuvre du Protocole, ainsi que les lacunes et les besoins en matière de capacités, et aidera la COP-MOP à examiner périodiquement la mise en œuvre du Protocole et à prendre, dans le cadre de son mandat, les décisions nécessaires pour promouvoir sa mise en œuvre effective, conformément au paragraphe 4 de l'article 26.

Les informations présentées au moyen du rapport intérimaire national pourraient également permettre aux pays de partager leurs expériences, difficultés et solutions relativement à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya. À cet égard, le rapport intérimaire national peut se révéler un outil utile pour la création et le renforcement des capacités pour mettre en œuvre le Protocole et pour l'élaboration plus efficace d'activités de renforcement des capacités. Les pays sont encouragés à mettre à jour leur rapport intérimaire à intervalles réguliers et chaque rapport successif présenté sera, en fait, un nouveau rapport qui permettra de suivre les progrès dans le temps de la mise en œuvre.

Le format cherche à réduire au minimum la charge que l'établissement de rapports fait peser sur les pays, et par conséquent, les questions sont simples (de type oui ou non). Dans l'ensemble, ces questions sont suivies par des champs texte, où les pays sont invités à consigner les difficultés et les défis qui se sont présentés dans la mise en œuvre de dispositions particulières du Protocole et à fournir d'autres informations sur la question en établissant des liens avec des dossiers existants du Centre d'échange sur l'accès et le partage (Centre d'échange sur l'APA), des sites Web ou en téléchargeant des documents. Il s'agit d'une bonne occasion pour identifier les bonnes pratiques et les contraintes dans la mise en œuvre du Protocole de Nagoya.

Afin d'éviter les doubles emplois dans la communication des informations et de tirer le meilleur parti des informations déjà disponibles dans le Centre d'échange sur l'APA, les pays auront la possibilité de lier des dossiers nationaux et de référence déjà existants dans le Centre d'échange, publiés par l'autorité responsable de la publication, aux diverses sections du rapport intérimaire national, s'ils le souhaitent. Sinon, lorsque le Secrétariat consolidera les informations pour la considération de la COP-MOP, outre les informations figurant dans les rapports intérimaires nationaux, il inclura également les informations pertinentes déjà publiées dans le Centre d'échange sur l'APA.

Bien qu'aucune limite ne soit fixée pour la longueur du texte, afin de faciliter l'examen et la synthèse des informations figurant dans les rapports, les répondants sont invités à veiller à ce que toutes leurs réponses soient aussi pertinentes et succinctes que possible.

Les Parties sont invitées à soumettre toute autre information dans la section finale du rapport. Le Secrétaire exécutif encourage tout commentaire sur le caractère approprié des questions et sur les difficultés éprouvées pour remplir le questionnaire, ainsi que toute recommandation sur la manière dont ces lignes directrices pourraient être améliorées.

Il est recommandé que les Parties fassent participer toutes les parties prenantes concernées à la préparation du rapport, afin d'assurer une approche participative et transparente à son élaboration.

Les pays sont encouragés à utiliser la version en ligne du format et à soumettre le rapport par le biais du Centre d'échange sur l'APA, et à profiter de l'occasion pour vérifier l'exactitude des informations nationales existantes dans le Centre d'échange et les mettre à jour.

Pour les communications hors ligne au Centre d'échange sur l'APA, veuillez utiliser le formulaire protégé en format MS Word. Il est recommandé que les pays envoient le rapport par courriel au Secrétariat, à l'adresse [secretariat@cbd.int](mailto:secretariat@cbd.int), avec une copie scannée de la dernière page, signée par l'autorité responsable de la publication pour le Centre d'échange sur l'APA.

## Rapport intérimaire national sur la mise en œuvre du Protocole de Nagoya.

Pays	
1. *Pays :	<Nom du pays>
Informations générales	
2. *S'agit-il d'un nouveau dossier ou d'une modification d'un dossier existant? <sup>1</sup>	<input type="checkbox"/> Nouveau dossier OU <input type="checkbox"/> Mise à jour d'un dossier existant <numéro de dossier du Centre d'échange>
3. *Personne contact :	<numéro de dossier du Centre d'échange> <i>Veuillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant ces informations ou, s'il n'est pas enregistré, joignez un format commun « Coordonnées ».</i> <sup>2</sup>
Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages	
4. Votre pays est-il Partie au Protocole de Nagoya?	<input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Non <p><i>ℒ Si vous avez répondu non, veuillez indiquer si un processus national est en place pour devenir Partie.</i></p> <input type="checkbox"/> Oui <p><i>ℒ Veuillez fournir un résumé de l'état d'avancement du processus : &lt;Champ de texte&gt;</i></p> OU <input type="checkbox"/> Non <p><i>ℒ Veuillez fournir un résumé des principales difficultés qui vous ont empêchés de devenir Partie au Protocole de Nagoya : &lt;Champ de texte&gt;</i></p>

<sup>1</sup> Le numéro de dossier du Centre d'échange peut se trouver à l'adresse : <http://absch.cbd.int>.

<sup>2</sup> Tous les formats communs du Centre d'échange sur l'APA sont disponibles à l'adresse <http://absch.cbd.int>.

Structures institutionnelles pour la mise en œuvre du Protocole	
5. *Votre pays a-t-il désigné un correspondant national, tel que prévu par l'article 13?	<input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Non <p><i>ℒ Veuillez fournir un résumé des principales difficultés qui ont entravé la désignation d'un correspondant national :</i>  &lt;Champ de texte&gt;</p>
6. * Votre pays a-t-il désigné une ou des autorités nationales compétentes, tel que prévu par l'article 13?	<input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Non <p><i>ℒ Veuillez fournir un résumé des principales difficultés qui ont entravé la désignation d'une ou de plus d'une autorité nationale compétente :</i> &lt;Champ de texte&gt;</p>
7. * Votre pays a-t-il désigné un ou des points de contrôle, tel que prévu par l'article 17?	<input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Non <p><i>ℒ Veuillez fournir un résumé des principales ont entravé la désignation d'un ou de plus d'un point de contrôle :</i> &lt;Champ de texte&gt;</p>
8. Votre pays a-t-il établi un mécanisme d'allocation budgétaire de fonds à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya? <sup>3</sup>	<input type="checkbox"/> Oui <p><i>ℒVeuillez fournir des renseignements supplémentaires :</i>  &lt;Champ de texte&gt;</p> OU <input type="checkbox"/> Non <p><i>ℒ Veuillez fournir un résumé des principales difficultés qui se sont présentées :</i> &lt;Champ de texte&gt;</p>
9. Votre pays dispose-t-il d'un personnel spécifique pour administrer les tâches directement liées à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya? <sup>4</sup>	<input type="checkbox"/> Oui <p><i>Si vous avez répondu oui, veuillez indiquer le nombre de personnes dont il s'agit :</i></p> <p><input type="checkbox"/> Une  <input type="checkbox"/> Moins de 5  <input type="checkbox"/> Moins de 10  <input type="checkbox"/> 10 ou plus</p> OU <input type="checkbox"/> Non <p><i>ℒ Veuillez fournir un résumé des principales difficultés qui</i></p>

<sup>3</sup> La collecte de ces informations pourrait s'avérer utile pour l'évaluation de l'efficacité du Protocole de Nagoya au titre de l'article 31, Évaluation et examen, ainsi que pour mesurer les progrès et recenser les difficultés et les défis qui se sont présentés dans la mise en œuvre du Protocole de Nagoya

<sup>4</sup> La collecte de ces informations pourrait s'avérer utile pour l'évaluation de l'efficacité du Protocole de Nagoya au titre de l'article 31, Évaluation et examen, ainsi que pour mesurer les progrès et recenser les difficultés et les défis qui se sont présentés dans la mise en œuvre du Protocole de Nagoya.

	<i>se sont présentées</i> : <Champ de texte>
<b>Mesures législatives, administratives ou politiques sur l'accès et le partage des avantages (mesures APA)<sup>5</sup></b>	
10. * Votre pays a-t-il mis en place des mesures APA afin de mettre en œuvre le Protocole de Nagoya?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Un cadre national complet pour mettre en œuvre le Protocole est en place. <input type="checkbox"/> Certaines mesures pour mettre en œuvre le Protocole sont en place. <i>Veillez fournir des informations supplémentaires</i> : <Champ de texte> OU <input type="checkbox"/> Non <i>Veillez fournir un résumé des principales difficultés qui ont entravé la mise en place des mesures</i> : <Champ de texte>
<b>Accès aux ressources génétiques (article 6)</b>	
11. * L'accès aux ressources génétiques est-il soumis au consentement préalable donné en connaissance de cause (CPCC), comme prévu par l'article 6.1?	<input type="checkbox"/> Oui <i>Si vous avez répondu oui, veuillez remplir les sections 12 à 16 ci-après.</i> OU <input type="checkbox"/> Non <i>Si vous avez répondu non, veuillez indiquer si vous avez un autre système en place en ce qui concerne l'accès aux ressources génétiques</i> : <Champ de texte>
12. * Votre pays dispose-t-il de règles et de procédures équitables et non arbitraires relatives à l'accès aux ressources génétiques, comme prévu par l'article 6.3 b)?	<input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure OU <input type="checkbox"/> Non <i>Si vous avez répondu non, veuillez fournir des informations additionnelles</i> : <Champ de texte>
13. * Votre pays met-il à disposition des informations sur la manière de solliciter un CPCC, comme prévu par l'article 6.3 c)?	<input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure OU <input type="checkbox"/> Non

<sup>5</sup> Cette section du format tient compte des dispositions du Protocole qui prescrivent aux Parties de prendre « des mesures législatives, administratives et politiques ».

<p>14. *Votre pays fournit-il une décision écrite d'une autorité nationale compétente, qui soit rendue de façon claire et transparente, comme prévu par l'article 6.3 d)?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p>    <i>Si vous avez répondu oui, la décision écrite est-elle fournie sans engendrer de coûts excessifs?</i></p> <p>    <input type="checkbox"/> Oui   OU   <input type="checkbox"/> Non</p> <p>    <i>La décision écrite est-elle fournie dans un délai raisonnable?</i></p> <p>    <input type="checkbox"/> Oui   OU   <input type="checkbox"/> Non</p> <p>    <i>Veillez fournir des informations additionnelles sur les délais moyens pour l'octroi d'une décision écrite : &lt;Champ de texte&gt;</i></p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>15. * Votre pays fournit-il la délivrance, au moment de l'accès aux ressources génétiques, d'un permis ou d'un document équivalent, comme prévu par l'article 6.3 e)?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>16. *Votre pays dispose-t-il de règles ou de procédures pour exiger et établir des conditions convenues d'un commun accord (CCCA), comme prévu par l'article 6.3 g)?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>17. Informations additionnelles :</p>	<p><i>Veillez fournir un résumé des principales difficultés : &lt;Champ de texte&gt;</i></p> <p><i>Veillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant les informations pertinentes : &lt;numéro de dossier du Centre d'échange&gt;</i></p> <p><i>et/ou &lt;adresse URL et nom du site Web&gt;</i></p> <p><i>et/ou &lt;Fichier joint&gt;</i></p>
<p><b>Partage juste et équitable des avantages (article 5)</b></p>	
<p>18. *Votre pays a-t-il pris des mesures APA pour partager les avantages découlant de l'utilisation de ressources génétiques ainsi que des applications et de la commercialisation subséquentes, comme prévu par l'article 5.1?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>

<p>19. *Votre pays a-t-il pris des mesures APA afin que les avantages découlant de l'utilisation des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques soient partagés de manière juste et équitable avec les communautés autochtones et locales détentrices de ces connaissances, comme prévu par l'article 5.5?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure OU <input type="checkbox"/> Non</p>
<p>20. Informations additionnelles :</p>	<p><i>Veillez fournir un résumé des principales difficultés entravant la mise en place des mesures : &lt;Champ de texte&gt;</i></p> <p><i>Veillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant les informations pertinentes : &lt;numéro de dossier du Centre d'échange&gt;</i></p> <p><i>et/ou &lt;adresse URL et nom du site Web&gt;</i></p> <p><i>et/ou &lt;Fichier joint&gt;</i></p>
<p><b>Accès et partage des avantages découlant des ressources génétiques des communautés autochtones et locales</b></p>	
<p>21. *Les communautés autochtones et locales ont-elles le droit établi d'octroyer l'accès aux ressources génétiques dans le cadre de vos lois nationales? (article 6.2)</p>	<p><input type="checkbox"/> Sans objet</p> <p><i>↳ Veillez fournir des informations supplémentaires : &lt;Champ de texte&gt;</i></p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><i>↳ Si vous avez répondu oui, votre pays a-t-il établi des critères et/ou procédés pour l'obtention du CPCC ou l'accord et la participation des communautés autochtones et locales à l'accès aux ressources génétiques, comme prévu par l'article 6.3 f)?</i></p> <p><input type="checkbox"/> Oui    OU    <input type="checkbox"/> Non</p> <p><i>↳ Votre pays a-t-il établi des mesures pour s'assurer que le consentement préalable donné en connaissance de cause ou l'accord et la participation des communautés autochtones et locales soient obtenus comme prévu par l'article 6.2?</i></p> <p><input type="checkbox"/> Oui    OU    <input type="checkbox"/> Non</p> <p><i>↳ Votre pays a-t-il établi des mesures visant à assurer que les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques détenues par les communautés autochtones et locales soient partagés avec les communautés concernées, comme prévu par l'article 5.2?</i></p> <p><input type="checkbox"/> Oui    OU    <input type="checkbox"/> Non</p>
<p>22. Informations additionnelles :</p>	<p><i>Veillez fournir un résumé des principales difficultés entravant la</i></p>



	<p><i>mise en place des mesures</i> : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p><i>Veillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant les informations pertinentes</i> : &lt;numéro de dossier du Centre d'échange&gt;</p> <p><i>et/ou</i> &lt;adresse URL et nom du site Web&gt;</p> <p><i>et/ou</i> &lt;Fichier joint&gt;</p>
<p><b>Considérations spéciales (article 8)</b></p>	
<p>23. *Lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des mesures APA, votre pays a-t-il :</p>	<p>Créé des conditions propres à promouvoir et à encourager la recherche qui contribue à la conservation de la diversité biologique et à son utilisation durable, comme prévu par l'article 8 a)?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure OU <input type="checkbox"/> Non</p> <p>↳ Veuillez fournir des informations supplémentaires : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p>Pris dûment en considération les situations d'urgence actuelles ou imminentes qui menacent ou nuisent à la santé humaine, animale ou végétale, comme prévu par l'article 8 b)?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure OU <input type="checkbox"/> Non</p> <p>↳ Veuillez fournir des informations supplémentaires : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p>Tenu compte de l'importance des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et du rôle spécial qu'elles jouent pour la sécurité alimentaire, comme prévu par l'article 8 c)?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure OU <input type="checkbox"/> Non</p> <p>↳ Veuillez fournir des informations supplémentaires : &lt;Champ de texte&gt;</p>
<p>24. Informations additionnelles :</p>	<p><i>Veillez fournir un résumé des principales difficultés entravant la mise en place des mesures</i> : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p><i>Veillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant les informations pertinentes</i> : &lt;numéro de dossier du Centre d'échange&gt;</p> <p><i>et/ou</i> &lt;adresse URL et nom du site Web&gt;</p> <p><i>et/ou</i> &lt;Fichier joint&gt;</p>
<p><b>Respect de la législation ou des exigences internes relatives à l'accès et au partage des avantages (article 15)</b></p>	
<p>25. *Votre pays a-t-il pris des mesures APA visant à assurer que les ressources génétiques utilisées dans sa juridiction ont été obtenues avec un CPCC et que des CCCA ont été établies conformément aux exigences des mesures APA de l'autre Partie, comme prévu par l'article 15.1?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure</p> <p>↳ Si vous avez répondu oui, veuillez indiquer si votre pays a pris des mesures pour traiter les situations de non-respect des mesures adoptées, comme prévu par l'article 15.2?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Non</p> <p>↳ Votre pays a-t-il coopéré avec d'autres Parties en cas de violation présumée des mesures APA, comme prévu par l'article 15.3?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p>

	<p><i>Ⓐ Veuillez fournir des informations supplémentaires : &lt;Champ de texte&gt;</i></p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
	<p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
26. Informations additionnelles :	<p><i>Veuillez fournir un résumé des principales difficultés entravant la mise en place des mesures : &lt;Champ de texte&gt;</i></p> <p><i>Veuillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant les informations pertinentes : &lt;numéro de dossier du Centre d'échange&gt;</i></p> <p><i>et/ou &lt;adresse URL et nom du site Web&gt;</i></p> <p><i>et/ou &lt;Fichier joint&gt;</i></p>
<b>Respect de la législation ou des exigences internes relatives à l'APA portants sur les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques (article 16)</b>	
27. *Votre pays a-t-il pris des mesures APA afin de garantir que l'accès à des connaissances traditionnelles associées à des ressources génétiques utilisées sous sa juridiction a fait l'objet d'un CPCC ou de l'approbation et de la participation des communautés autochtones et locales et que des CCCA ont été établies conformément aux mesures APA de l'autre Partie où ces communautés autochtones et locales sont situées, comme prévu par l'article 16.1?	<p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure</p> <p><i>Ⓐ Si vous avez répondu oui, veuillez indiquer si votre pays a pris des mesures pour traiter les situations de non-respect des mesures adoptées, comme prévu par l'article 16.2?</i></p> <p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Non</p> <p><i>Ⓐ Votre pays a-t-il coopéré en cas de violation présumée des mesures APA, comme prévu par l'article 16.3?</i></p> <p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Non</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
28. Informations additionnelles :	<p><i>Veuillez fournir un résumé des principales difficultés entravant la mise en place des mesures : &lt;Champ de texte&gt;</i></p> <p><i>Veuillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant les informations pertinentes : &lt;numéro de dossier du Centre d'échange&gt;</i></p> <p><i>et/ou &lt;adresse URL et nom du site Web&gt;</i></p> <p><i>et/ou &lt;Fichier joint&gt;</i></p>
<b>Connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques (articles 7 et 12)</b>	
29. * Votre pays a-t-il pris des mesures visant à assurer que l'accès aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques détenues par les communautés autochtones et locales de votre pays soit soumis au CPCC ou à l'accord et à la participation de ces communautés	<p><input type="checkbox"/> Sans objet</p> <p><i>Ⓐ Veuillez fournir des informations supplémentaires : &lt;Champ de texte&gt;</i></p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure</p> <p><i>Ⓐ Veuillez fournir des informations supplémentaires :</i></p>

autochtones et locales, et que des CCCA soient établies, comme prévu par l'article 7?	<Champ de texte> OU <input type="checkbox"/> Non
30. * Dans la mise en œuvre du Protocole, votre pays a-t-il tenu compte du droit coutumier des communautés autochtones et locales ainsi que de leurs protocoles et procédures, pour tout ce qui concerne les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, comme prévu par l'article 12.1?	<input type="checkbox"/> Sans objet OU <input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure L Veuillez fournir des informations supplémentaires : <Champ de texte> OU <input type="checkbox"/> Non
31. * Votre pays a-t-il établi des mécanismes pour informer les utilisateurs potentiels de connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques de leurs obligations, comme prévu par l'article 12.2?	<input type="checkbox"/> Sans objet OU <input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure L Veuillez fournir des informations supplémentaires : <Champ de texte> OU <input type="checkbox"/> Non
32. * Votre pays appui-t-il l'élaboration par les communautés autochtones et locales des outils suivants, comme prévu par l'article 12.3?	<input type="checkbox"/> Sans objet OU <input type="checkbox"/> Protocoles communautaires L Veuillez fournir des informations supplémentaires : <Champ de texte> ET <input type="checkbox"/> Conditions minimales pour la négociation de conditions convenues d'un commun accord L Veuillez fournir des informations supplémentaires : <Champ de texte> ET <input type="checkbox"/> Clauses contractuelles types L Veuillez fournir des informations supplémentaires : <Champ de texte>
33. * Votre pays s'efforce-t-il de ne pas limiter l'utilisation coutumière ou l'échange de ressources génétiques et de connaissances traditionnelles associées au sein des communautés autochtones et locales et entre elles, comme prévu par l'article 12.4?	<input type="checkbox"/> Sans objet OU <input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure L Veuillez fournir un résumé des mesures prises : <Champ de texte> OU <input type="checkbox"/> Non
34. Informations additionnelles :	Veuillez fournir un résumé des principales difficultés entravant la mise en place de mesures relatives aux connaissances traditionnelles

	<p><i>associées aux ressources génétiques</i> : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p><i>Veillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant les informations pertinentes</i> : &lt;numéro de dossier du Centre d'échange&gt;</p> <p><i>et/ou</i> &lt;adresse URL et nom du site Web&gt;</p> <p><i>et/ou</i> &lt;Fichier joint&gt;</p>
--	--

#### Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages et échange d'informations (article 14)

<p>35. *Votre pays a-t-il communiqué les informations suivantes au Centre d'échange sur l'APA, comme prévu par l'article 14.2? :</p>	<p>Les mesures législatives, administratives et de politique générale en matière d'APA</p> <p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Les informations concernant le correspondant national</p> <p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Les informations concernant l'autorité ou les autorités nationales compétentes</p> <p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Les permis ou documents équivalents délivrés au moment de l'accès pour attester de la décision d'accorder le CPCC et de la conclusion de CCCA</p> <p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Non</p>
<p>36. Informations additionnelles :</p>	<p><i>Veillez fournir un résumé des principales difficultés entravant la communication d'informations au Centre d'échange sur l'APA</i> : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p><i>Veillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant les informations pertinentes</i> : &lt;numéro de dossier du Centre d'échange&gt;</p> <p><i>et/ou</i> &lt;adresse URL et nom du site Web&gt;</p> <p><i>et/ou</i> &lt;Fichier joint&gt;</p>

#### Contribution à la conservation et à l'utilisation durable (article 9)

<p>37. *Votre pays encourage-t-il les utilisateurs et les fournisseurs à affecter les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable de ses éléments constitutifs, comme prévu par l'article 9?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure</p> <p><input type="checkbox"/> <i>Veillez fournir des informations supplémentaires</i> : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>38. Informations additionnelles :</p>	<p><i>Veillez fournir un résumé des principales difficultés</i> : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p><i>Veillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant les informations pertinentes</i> : &lt;numéro de dossier du Centre d'échange&gt;</p>

	<i>et/ou</i> <adresse URL et nom du site Web> <i>et/ou</i> <Fichier joint>
<b>Coopération transfrontières (article 11)</b>	
39. * Votre pays coopère-t-il, en vue d'appliquer le présent Protocole, avec la participation des communautés autochtones et locales concernées, lorsque les mêmes ressources génétiques sont situées in situ sur le territoire de plus d'une Partie, comme prévu par l'article 11.1?	<input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure <i>↳ Veuillez fournir des informations supplémentaires :</i> <Champ de texte> OU <input type="checkbox"/> Non
40. * Votre pays coopère-t-il en vue d'appliquer le présent Protocole, lorsque les mêmes connaissances traditionnelles associées à des ressources génétiques sont partagées par des communautés autochtones et locales différentes dans plusieurs Parties, comme prévu par l'article 11.2?	<input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure <i>↳ Veuillez fournir des informations supplémentaires :</i> <Champ de texte> OU <input type="checkbox"/> Non
41. Informations additionnelles :	<i>Veuillez fournir un résumé des principales difficultés :</i> <Champ de texte> <i>Veuillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant les informations pertinentes :</i> <numéro de dossier du Centre d'échange> <i>et/ou</i> <adresse URL et nom du site Web> <i>et/ou</i> <Fichier joint>
<b>Surveillance de l'utilisation des ressources génétiques (article 17)</b>	
42. * Votre pays exige-t-il des utilisateurs de ressources génétiques qu'ils fournissent les informations pertinentes concernant l'obtention du CPCC, la source de la ressource génétique, l'existence de CCCA et/ou l'utilisation des ressources génétiques, le cas échéant, à un point de contrôle désigné, comme prévu par l'article 17.1 a) i) et ii)?	<input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure <i>↳ Veuillez fournir des informations supplémentaires :</i> <Champ de texte> <i>↳ Si vous avez répondu oui, votre pays a-t-il pris des mesures pour traiter les situations de non-respect?</i> <input type="checkbox"/> Oui <i>↳ Veuillez fournir des informations supplémentaires :</i> <Champ de texte> OU <input type="checkbox"/> Non OU <input type="checkbox"/> Non
43. * Votre pays a-t-il fourni les	<input type="checkbox"/> Oui

informations énoncées à l'article 17.1 a) i) aux autorités nationales compétentes, à la Partie qui donne le CPCC et au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, comme prévu par l'article 17.1 a) iii)?	OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure OU <input type="checkbox"/> Non
44. *Votre pays a-t-il pris des mesures pour encourager les utilisateurs et les fournisseurs à inclure, dans les CCCA, des clauses relatives au partage de l'information concernant la mise en oeuvre de ces conditions, comme prévu par l'article 17.1 b)?	<input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure Veuillez fournir des informations supplémentaires : <Champ de texte> OU <input type="checkbox"/> Non
45. * Votre pays encourage-t-il l'utilisation d'outils et de systèmes de communication efficaces et économiques, comme prévu par l'article 17.1 c)?	<input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure Veuillez fournir des informations supplémentaires : <Champ de texte> OU <input type="checkbox"/> Non
46. Informations additionnelles :	Veuillez fournir un résumé des principales difficultés : <Champ de texte>  Veuillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant les informations pertinentes : <numéro de dossier du Centre d'échange>  et/ou <adresse URL et nom du site Web>  et/o u<Fichier joint>

#### Respect des conditions convenues d'un commun accord (CCCA) (article18)

47. * Votre gouvernement encourage-t-il l'inclusion dans les CCCA de dispositions pour couvrir, le cas échéant, le règlement des différends, comme prévu par l'article 18.1 a) b) et c)?	<input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure Veuillez fournir des informations supplémentaires : <Champ de texte> OU <input type="checkbox"/> Non
48. * Votre pays veille-t-il à garantir la possibilité de recours dans son système juridique, conformément aux règles juridictionnelles applicables, en cas de différend concernant les CCCA, comme prévu par l'article 18.2?	<input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure Veuillez fournir des informations supplémentaires : <Champ de texte> OU <input type="checkbox"/> Non
49. * Votre pays a-t-il pris des mesures effectives relatives aux points suivants, comme prévu par l'article 18.3?	Accès à la justice? <input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure OU <input type="checkbox"/> Non Veuillez fournir des informations supplémentaires : <Champ de texte>

	<p>ET</p> <p>Utilisation de mécanismes de reconnaissance mutuelle et d'application des décisions arbitrales et des jugements étrangers?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure OU <input type="checkbox"/> Non</p> <p><i>ℒ</i> Veuillez fournir des informations supplémentaires : &lt;Champ de texte&gt;</p>
50. Informations additionnelles :	<p><i>Veillez fournir un résumé des principales difficultés :</i> &lt;Champ de texte&gt;</p> <p><i>Veillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant les informations pertinentes :</i> &lt;numéro de dossier du Centre d'échange&gt;</p> <p>et/ou &lt;adresse URL et nom du site Web&gt;</p> <p>et/ou &lt;Fichier joint&gt;</p>

**Clauses contractuelles types, Codes de conduite, lignes directrices et bonnes pratiques et/ou normes**  
(articles 19 et 20)

51. * Votre pays encourage-t-il l'élaboration, la mise à jour et l'utilisation de clauses contractuelles types pour les CCCA, comme prévu par l'article 19?	<p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure</p> <p><i>ℒ</i> Veuillez fournir un résumé des mesures prises : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
52. * Votre pays encourage-t-il l'élaboration, la mise à jour et l'utilisation de codes de conduite volontaires, de lignes directrices et bonnes pratiques et/ou normes relatifs à l'accès et au partage des avantages, comme prévu par l'article 20?	<p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure</p> <p><i>ℒ</i> Veuillez fournir un résumé des mesures prises : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
53. Informations additionnelles :	<p><i>Veillez fournir un résumé des principales difficultés :</i> &lt;Champ de texte&gt;</p> <p><i>Veillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant les informations pertinentes :</i> &lt;numéro de dossier du Centre d'échange&gt;</p> <p>et/ou &lt;adresse URL et nom du site Web&gt;</p> <p>et/ou &lt;Fichier joint&gt;</p>

**Sensibilisation et capacités** (articles 21 et 22)

<p>54. * Votre pays a-t-il pris des mesures pour sensibiliser le public à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et aux questions liées à l'accès et au partage des avantages, comme prévu par l'article 21?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure</p> <p>↳ Si vous avez répondu oui, votre pays a-t-il pris des mesures pour mettre en œuvre la stratégie de sensibilisation à l'APA du Protocole de Nagoya?<sup>6</sup></p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p>↳ Veuillez fournir un résumé des mesures prises : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p>↳ Veuillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant les informations pertinentes : &lt;numéro de dossier du Centre d'échange&gt;</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>55. * Votre pays a-t-il pris des mesures relatives à la création et au développement de capacités et au renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles en vue de l'application effective du présent Protocole, comme prévu par l'article 22?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure</p> <p>↳ Si vous avez répondu oui, votre pays a-t-il pris des mesures pour mettre en œuvre le cadre stratégique pour la création et le renforcement des capacités afin d'appuyer la mise en œuvre effective du Protocole de Nagoya sur l'APA?<sup>7</sup></p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p>↳ Veuillez fournir un résumé des mesures prises : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p>↳ Veuillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant les informations pertinentes : &lt;numéro de dossier du Centre d'échange&gt;</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>56. Votre pays a-t-il reçu un appui externe pour la création et le renforcement des capacités relativement à la mise en œuvre du Protocoles de Nagoya?<sup>8</sup></p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p>↳ Veuillez fournir des informations supplémentaires : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>57. Votre pays a-t-il fourni un appui externe pour la création et le</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui</p>

<sup>6</sup> La stratégie de sensibilisation a été recommandée par le Comité intergouvernemental, dans sa recommandation 2/6, pour adoption par la première COP-MOP.

<sup>7</sup> Le cadre stratégique pour la création et le renforcement des capacités à l'appui de la mise en œuvre effective du Protocole de Nagoya sur l'APA a été recommandé par le Comité intergouvernemental, dans sa recommandation 3/5, pour adoption par la première COP-MOP.

<sup>8</sup> La collecte de ces informations pourrait s'avérer utile pour l'évaluation de l'efficacité du Protocole de Nagoya au titre de l'article 31, Évaluation et examen, ainsi que pour mesurer les progrès et recenser les difficultés et les défis qui se sont présentés dans la mise en œuvre du Protocole de Nagoya.



<p>renforcement des capacités relativement à la mise en œuvre du Protocoles de Nagoya?<sup>9</sup></p>	<p><i>Ⓐ</i> Veuillez fournir des informations supplémentaires : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>58. Informations additionnelles :</p>	<p><i>Ⓐ</i> Veuillez fournir un résumé des principales difficultés : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p><i>Ⓐ</i> Veuillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant les informations pertinentes : &lt;numéro de dossier du Centre d'échange&gt;</p> <p>et/ou &lt;adresse URL et nom du site Web&gt;</p> <p>et/ou &lt;Fichier joint&gt;</p>
<p><b>Transfert de technologie, collaboration et coopération (article 23)</b></p>	
<p>59. * Votre pays collabore-t-il et coopère-t-il aux programmes de recherche et de développement techniques et scientifiques, afin de réaliser l'objectif du présent Protocole, comme prévu par l'article 23?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure</p> <p><i>Ⓐ</i> Veuillez fournir un résumé des mesures prises : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p><b>Mécanismes de financement et ressources financières (article 25)</b></p>	
<p>60. * Votre pays a-t-il fourni des ressources financières à d'autres Parties ou reçu des ressources financières d'autres Parties ou institutions financières aux fins de la mise en œuvre du Protocole, comme prévu à l'article 25?</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui, des ressources financières ont été fournies</p> <p><i>Ⓐ</i> Veuillez fournir des informations supplémentaires : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Oui, des ressources financières ont été reçues</p> <p><input type="checkbox"/> D'autres Parties</p> <p><i>Ⓐ</i> Veuillez fournir des informations supplémentaires : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p><input type="checkbox"/> D'institutions financières</p> <p><input type="checkbox"/> Du Fonds pour l'environnement mondial</p> <p><input type="checkbox"/> Du Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya</p> <p><input type="checkbox"/> D'autres sources</p> <p><i>Ⓐ</i> Veuillez fournir des informations supplémentaires : &lt;Champ de texte&gt;</p> <p>OU</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>

<sup>9</sup> La collecte de ces informations pourrait s'avérer utile pour l'évaluation de l'efficacité du Protocole de Nagoya au titre de l'article 31, Évaluation et examen, ainsi que pour mesurer les progrès et recenser les difficultés et les défis qui se sont présentés dans la mise en œuvre du Protocole de Nagoya.

61. Votre pays a-t-il mobilisé des ressources pour le Protocole conformément à la stratégie de mobilisation de ressources à l'appui de la réalisation des trois objectifs de la Convention? <sup>10</sup>	<input type="checkbox"/> Oui OU <input type="checkbox"/> Oui, dans une certaine mesure Veuillez fournir des informations supplémentaires : <Champ de texte> OU <input type="checkbox"/> Non
62. Informations additionnelles :	Veuillez fournir un résumé des principales difficultés : <Champ de texte> Veuillez entrer le numéro de dossier du Centre d'échange contenant les informations pertinentes : <numéro de dossier du Centre d'échange> et/ou <adresse URL et nom du site Web> et/ou <Fichier joint>

<b>Information sur l'impact de la mise en œuvre du Protocole de Nagoya<sup>11</sup></b>	
63. Nombre de permis, ou leur équivalent, émis avant l'entrée en vigueur du Protocole pour votre pays :	<Valeur numérique>
64. Nombre de permis, ou leur équivalent, émis depuis l'entrée en vigueur du Protocole pour votre pays :	<Valeur numérique>
65. Nombre de permis, ou leur équivalent, mis à la disposition du Centre d'échange sur l'APA constituant des certificats de conformité reconnus à l'échelle internationale :	<Valeur numérique>
66. Nombre d'accords conclus pour l'accès aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation depuis l'entrée en vigueur du Protocole :	<Valeur numérique>
67. Nombre de communiqués de points de contrôle émis :	<Valeur numérique>
68. Avantages que votre pays a reçus avant l'entrée en vigueur du Protocole découlant de l'utilisation :	- De ressources génétiques : - Avantages monétaires : <Champ de texte>

<sup>10</sup> La onzième réunion de la Conférence des Parties, dans la section II de sa décision XI/4, a décidé « d'inclure l'examen de la mobilisation des ressources pour le Protocole de Nagoya dans la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources à l'appui de la réalisation des trois objectifs de la Convention pour la période 2008-2015. »

<sup>11</sup> La collecte de ces informations pourrait s'avérer utile pour l'évaluation de l'efficacité du Protocole de Nagoya au titre de l'article 31, Évaluation et examen, ainsi que pour mesurer les progrès et recenser les difficultés et les défis qui se sont présentés dans la mise en œuvre du Protocole de Nagoya.

	- Avantages non monétaires : <Champ de texte> - De connaissances traditionnelles : - Avantages monétaires : <Champ de texte> - Avantages non monétaires : <Champ de texte>
69. Avantages que votre pays a reçus depuis l'entrée en vigueur du Protocole découlant de l'utilisation :	- De ressources génétiques : - Avantages monétaires : <Champ de texte> - Avantages non monétaires : <Champ de texte> - De connaissances traditionnelles : - Avantages monétaires : <Champ de texte> - Avantages non monétaires : <Champ de texte>
70. Veuillez indiquer comment la mise en œuvre du Protocole de Nagoya a contribué à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité :	<Champ de texte>
71. Veuillez fournir des informations additionnelles sur les impacts de la mise en œuvre du Protocole de Nagoya dans votre pays :	<Champ de texte>

### Informations additionnelles

72. Toute autre information pertinente : <sup>12</sup>	<Champ de texte> et/ou <adresse URL et nom du site Web> et/ou <Fichier joint>
73. Notes : <sup>13</sup>	<Champ de texte>

### Commentaires relatifs au format du présent rapport

74. Veuillez fournir vos commentaires concernant le format du présent rapport :	<Champ de texte>
---	------------------

### Validation de dossier (*communication hors ligne seulement*)

* Pays :	<Nom du pays>
* Nom de l'autorité responsable de la publication pour le Centre d'échange sur l'APA :	<Champ de texte>
* Date :	<AAAA-MM-JJ>

<sup>12</sup> Veuillez utiliser ce champ pour fournir toute autre information pertinente qui n'aurait pas été abordée ailleurs dans le rapport.

<sup>13</sup> Le champ « Notes » sert pour les références personnelles et n'est visible que lorsque le dossier est en cours de traitement.

*Je confirme, par la présente, que les informations susmentionnées sont exactes et je consens à ce qu'elles soient publiées dans le Centre d'échange sur l'APA.*

\* Signature de l'autorité responsable de la publication pour le Centre d'échange sur l'APA :

**Adresses pour la communication :**

Le présent formulaire doit être rempli puis envoyé *par courriel* à l'adresse [secretariat@cbd.int](mailto:secretariat@cbd.int)

*ou*

- Par télécopieur, au numéro +1 514 288-6588; ou
- Par courrier postal, à l'adresse :

**Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique**  
**413, rue Saint-Jacques, bureau 800**  
**Montréal (Québec), H2Y 1N9**  
**Canada**

**POINT 10. PROCÉDURES ET MÉCANISMES INSTITUTIONNELS DE COOPÉRATION PROPRES À ENCOURAGER LE RESPECT DES DISPOSITIONS DU PROTOCOLE DE NAGOYA ET À TRAITER LES CAS DE NON-RESPECT (ARTICLE 30)**

---

*Ce qui suit comprend le texte du projet de procédures et de mécanismes institutionnels de coopération propres à encourager le respect des dispositions du Protocole de Nagoya et à traiter les cas de non-respect, que le Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (CIPN) a convenu, dans sa recommandation 3/6, de transmettre à la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, pour examen et approbation.*

---

*Annexe*

**PROCÉDURES ET MÉCANISMES INSTITUTIONNELS DE COOPÉRATION PROPRES À PROMOUVOIR LE RESPECT DES DISPOSITIONS DU PROTOCOLE DE NAGOYA ET À TRAITER LES CAS DE NON-RESPECT**

Les procédures et mécanismes ci-dessous sont élaborés conformément à l'article 30 du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (le Protocole).

**A. Objectifs, nature et principes fondamentaux**

1. L'objectif des procédures et mécanismes de respect est de promouvoir le respect des dispositions du Protocole et de traiter les cas de non-respect. Ces procédures et mécanismes comprendront le cas échéant des dispositions visant à fournir des conseils ou un appui. Ils seront distincts et sans préjudice des procédures et mécanismes de règlement des différends établis par l'article 27 de la Convention sur la diversité biologique (la Convention).
2. Les procédures et mécanismes de respect seront de nature non-contradictoire, coopérative, simple, expéditive, consultative, facilitatrice, souple et économique.
3. Le fonctionnement des procédures et mécanismes de respect sera guidé par les principes d'équité, d'application régulière de la loi, de primauté du droit, de non-discrimination, de transparence, de responsabilité, de prévisibilité, de bonne foi et d'effectivité. Il accordera une attention particulière aux besoins spéciaux des Parties qui sont des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, et les Parties à économie en transition, et il tiendra pleinement compte des difficultés qu'ils rencontrent pour mettre en œuvre le Protocole.

**B. Mécanismes institutionnels**

1. Un Comité chargé du respect des dispositions du Protocole, ci-après appelé « le Comité », est créé en vertu de l'article 30 du Protocole pour remplir les fonctions décrites ci-dessous.
2. Le Comité comprend 15 membres désignés par les Parties, à raison de trois membres proposés par chacun des cinq groupes régionaux des Nations Unies. [Les membres proposés pourraient inclure des représentants des communautés autochtones et locales]. [En plus [du] [des deux] représentant[s] des communautés autochtones et locales proposés par les [Parties], [x] agiront en qualité [d'observateurs] [de membres sans droit de vote] [de membres]. Les membres proposés sont élus par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole.<sup>14</sup>

---

<sup>14</sup> Des modifications corrélatives pourraient être nécessaires, selon l'approche adoptée au paragraphe 2.

3. Chaque groupe régional des Nations Unies désigne un suppléant, nommé par les Parties et élu par la CdP-RdP, pour remplacer un membre qui démissionne ou n'est pas en mesure d'achever son mandat.
4. Les membres du Comité ont des compétences reconnues, notamment une expertise technique, juridique ou scientifique, dans les domaines que couvre le Protocole, tels que les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées, et siègeront de manière objective dans les meilleurs intérêts du Protocole et à titre d'experts individuels.
5. Les membres sont élus par la CdP-RdP pour quatre ans, ceci constituant un mandat complet. À sa première réunion, la CdP-RdP élit cinq membres, un de chaque région, pour un demi-mandat, et dix membres, deux de chaque région, pour un mandat complet. Par la suite, la CdP-RdP élit chaque fois, pour un mandat complet, de nouveaux membres pour remplacer ceux dont le mandat a expiré. Les membres ne remplissent pas plus de deux mandats consécutifs.
6. Le Comité se réunit au moins une fois pendant chaque période intersessions et peut, au besoin et sous réserve des ressources financières disponibles, tenir des réunions additionnelles. Le choix des dates des réunions tient dûment compte des réunions prévues de la CdP-RdP et d'autres organes concernés du Protocole et du rapport coût-efficacité du calendrier. Le Comité devrait se réunir au moins trois mois avant les réunions de la CdP-RdP.
7. Le Comité élabore et soumet son règlement intérieur, y compris ses règles sur la confidentialité et les conflits d'intérêt, à la CdP-RdP pour examen et approbation.
8. Le Comité élit son président et un vice-président, à tour de rôle, parmi les cinq groupes régionaux de l'ONU.
9. Le quorum est constitué des deux tiers des membres du Comité.
- 9 bis. Le Comité [ne ménage aucun effort pour] aboutir[a] par consensus à un accord sur toutes les questions de fond. [Si tous les efforts déployés pour aboutir à un consensus ont échoué et si aucun accord n'a été conclu, toutes les décisions sont prises, en dernier recours, à la majorité des [deux tiers] [trois quarts] des membres présents et ayant droit de vote ou par [8] [9] [10] [11] membres, selon l'éventualité la plus élevée. Le rapport d'une réunion du Comité à laquelle il n'y a pas eu consensus tient compte des points de vue de tous les membres du Comité. Le rapport est rendu public après son adoption.
10. Les réunions du Comité sont ouvertes, à moins que le Comité n'en décide autrement. Lorsque le Comité traite des cas de Parties dont la conformité est à l'étude, ses réunions sont ouvertes aux Parties et fermées au public, à moins que la Partie concernée en décide autrement.
- 10 bis « La Partie concernée » signifie la Partie source de préoccupation en vertu de la section D.
11. Le Secrétariat offre ses services aux réunions du Comité et remplit toutes les autres fonctions qui lui seront confiées dans le cadre de ces procédures.

### **C. Fonctions du Comité<sup>15</sup>**

1. Le Comité a, pour promouvoir le respect des dispositions du Protocole et traiter les cas de non-respect, les fonctions suivantes et toute autre fonction que lui confie la CdP-RdP.
2. Dans l'exercice de ses fonctions, le Comité peut consulter les comités chargés du respect des dispositions des autres accords, afin de partager des expériences sur les questions de non-respect et les différents moyens de les régler.

---

<sup>15</sup> Les paragraphes ci-dessous pourraient devoir être examinés, selon la résolution de la partie D :

- d) [Évaluer l'étendue de la mise en œuvre et du respect du Protocole par les Parties en examinant le suivi et les rapports prévus à l'article 29;]
- e) Recenser et examiner les questions générales de respect par les Parties des obligations prévues au Protocole, notamment à partir de l'information fournie au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages;
- f) [Préparer des rapports sur le respect à partir de l'information contenue dans les rapports nationaux remis en vertu de l'article 29 du Protocole;]

3. Le Comité soumet ses rapports, y compris ses recommandations concernant l'exercice de ses fonctions, à la prochaine réunion de la CdP-RdP pour examen et suite appropriée à donner.
4. [Le Comité n'examine aucune question portant sur l'interprétation, la mise en œuvre, ou le respect des conditions convenues d'un commun accord [et] [ou le respect des] des lois nationales,] [en tant que telles, à moins que les dispositions ou les lois ne donnent lieu à des cas de non-respect du Protocole] [ou de non-respect découlant du fait que les Parties au Protocole qui sont des pays en développement n'aient mis en place des lois nationales par manque de capacités et de ressources.]
5. [Le Comité n'examine aucune question ou plainte concernant la conservation, l'exploration, la collecte, la caractérisation, l'évaluation et la documentation des ressources phytogénétiques.]

#### **D. Procédures**

1. Le Comité reçoit toute communication portant sur des questions de respect et de non-respect des dispositions du Protocole :
  - a) De toute Partie en ce qui la concerne;
  - b) De toute Partie à l'égard d'une autre Partie;
  - c) De la CdP-RdP;
  - d) [Du Secrétariat [lorsqu'une Partie manque à l'obligation de remettre un rapport en vertu de l'article 29, si la question n'a pas été réglée dans les quatre-vingt-dix jours en consultant la Partie concernée [ou en se fondant sur l'information contenue dans les rapports nationaux ou le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages révélant que la Partie en question connaît des difficultés à respecter ses obligations en vertu du Protocole] [ou de l'information connexe fournie au Secrétariat par une communauté autochtone ou locale, portant sur les dispositions du Protocole de Nagoya touchant directement cette communauté autochtone ou locale, si le Secrétariat a informé la Partie et lui a donné la possibilité de répondre dans les x jours]] ;]
  - e) [Des membres du public ; ou]
  - f) [Des communautés autochtones et locales [avec l'appui de la Partie sur le territoire national de laquelle elles résident] [sur les questions relatives au respect des dispositions du Protocole de Nagoya portant sur leurs lois coutumières, les protocoles et procédures communautaires, selon qu'il convient, en ce qui concerne leurs connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques] [lorsqu'elles sont directement concernées par les cas portant sur les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques.]
2. Toutes les communications doivent être envoyées par écrit au Comité par l'entremise du Secrétariat et indiquer:
  - a) L'objet;
  - b) Les dispositions pertinentes du Protocole; et
  - c) Les informations étayant l'objet.
3. Le Secrétariat transmet toutes les communications au Comité dans les 30 jours civils qui suivent leur réception, en application du paragraphe 1 a) ci-dessus.
4. Le Secrétariat transmet toute autre communication à la Partie concernée dans les 30 jours civils qui suivent sa réception, en application du paragraphe 1.
5. Lorsque la Partie concernée reçoit une communication, elle devrait y répondre et fournir des informations pertinentes dans les 60 jours civils suivant la réception de la communication, à moins que la Partie ne demande une prorogation de délai. Le président du Comité peut accorder cette prorogation pour une durée ne dépassant pas 90 jours civils.

6. Une fois que le Secrétariat a reçu une réponse et des informations de la Partie concernée ou d'une autre source, le Secrétariat transmet au Comité la communication, la réponse et ces informations. Au cas où le Secrétariat n'a pas reçu de réponse ou d'informations de la Partie concernée au cours de la période initiale ou de la prorogation du délai dont il est fait mention au paragraphe 6 ci-dessus, il transmet directement la communication au Comité.

7. Le Comité peut décider de ne pas examiner une communication préparée conformément au paragraphe 1 b) à 1 (...) ci-dessus, [qui est de minimis [ou manifestement mal fondée] [ne satisfait pas aux critères précisés au paragraphe 3 ci-dessus] [anonyme].

8. La Partie concernée [ainsi que la Partie [ou l'entité] ayant proposé la communication] peut participer à l'examen de la communication et présenter des réponses ou observations au Comité, mais ne peut pas participer à l'élaboration et à l'adoption de la recommandation du Comité. Le Comité met le projet de recommandation à la disposition [de la Partie concernée] [des Parties mentionnée], et lui donne la possibilité d'y répondre. [Toutes les commentaires doivent être pris en compte dans le [et/ou joints au] rapport du Comité.]

9. [Outre les procédures prévues dans cette section, le Comité peut décider d'examiner toute question liée au respect, y compris les problèmes systémiques de non-respect général qui sont d'intérêt pour toutes les Parties au Protocole dont il prend connaissance. Il peut se pencher sur ces questions en se fondant sur les rapports nationaux et les obligations de remise de rapports prévus à l'article 29 du Protocole ou tout autre renseignement pertinent porté à l'attention du Comité, notamment par les membres du public légitimement intéressés au problème en question, y compris les communautés autochtones et locales, ainsi que l'information émanant des articles 14 et 17 du Protocole. Les règles de procédure s'appliquent mutatis mutandis lorsque le problème concerne plus particulièrement l'une des Parties.]

#### ***E. Informations fournies au Comité aux fins de consultation, après le déclenchement des procédures***

1. Le Comité peut solliciter, accueillir et prendre en considération des informations en provenance de toutes les sources possibles [, y compris les communautés autochtones et locales concernées]. La fiabilité des informations doit être assurée.

2. Le Comité peut solliciter des avis d'experts indépendants.

3. Le Comité peut, à l'invitation de la Partie concernée, procéder à la collecte d'informations sur le territoire de cette Partie.

#### ***F. Mesures propres à promouvoir le respect et à traiter les cas de non-respect***

1. Dans l'examen des mesures énoncées ci-dessous, le comité tient compte des éléments suivants :

a) La capacité de la Partie concernée d'être en conformité;

b) Les besoins particuliers des Parties qui sont des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, et les Parties à économie en transition; et

c) Des facteurs tels que la cause, le type, le degré et la fréquence du non-respect.

2. Le Comité peut, dans le but de favoriser la conformité et régler les cas de non-respect:

a) Proposer des conseils ou faciliter l'appui à la Partie concernée, selon qu'il convient;

b) Demander à la Partie concernée de développer un plan d'action pour la conformité comprenant les étapes nécessaires, un échéancier convenu et des indicateurs visant à évaluer le caractère satisfaisant de la mise en œuvre, ou l'aider à le faire;

c) Inviter la Partie concernée à remettre des rapports périodiques sur les efforts qu'elle a déployés pour respecter ses obligations en vertu du Protocole;



2. *(bis)* La CdP-RdP peut aussi, sur recommandation du Comité et afin de promouvoir la conformité et régler les cas de non-respect :

- a) Prendre toute mesure précisée au paragraphe 2 a) à c) ci-dessus;
- b) Faciliter [ou fournir], selon qu'il convient, l'accès à une assistance financière ou technique, au transfert de technologie, à des formations et autres mesures de renforcement des capacités;
- c) Émettre, par écrit, un avertissement, un énoncé de préoccupation ou une déclaration de non-respect à la Partie concernée;
- d) [Dans les cas de non-respect grave ou répété, décider des mesures appropriées, conformément au droit international];
- e) [Suspendre, conformément aux règles applicables du droit international concernant la suspension du fonctionnement d'un traité, de droits et privilèges spécifiques.];
- f) Décider de toute autre mesure, selon qu'il convient, conformément au paragraphe 4 de l'article 26 du Protocole.

***[F(bis). Ombudsman***

Le Comité crée un bureau d'ombudsman de l'accès et du partage des avantages afin d'aider les pays en développement et les communautés autochtones et locales à repérer les cas de non-respect et à les soumettre au Comité.]

***G. Examen des procédures et mécanismes***

La CdP-RdP procède à l'évaluation de l'effectivité de ces procédures et mécanismes conformément à l'évaluation et à l'examen prévus dans l'article 31 du Protocole et prend les mesures appropriées.

**POINT 11. CLAUSES CONTRACTUELLES TYPES, CODES DE CONDUITE  
VOLONTAIRES, LIGNES DIRECTRICES ET BONNES PRATIQUES ET/OU  
NORMES (ARTICLES 19 ET 20)**

---

*Ce qui suit est composé du projet de décision contenu dans la recommandation 3/8 du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (CIPN).*

---

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya,*

*Compte tenu* des travaux en cours du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'article 8 j) et les dispositions connexes, consacrés aux tâches 7, 10, 12 et 15 qui portent sur les normes et les lignes directrices,

*Compte tenu également*, selon qu'il convient, des clauses contractuelles types sectorielles et intersectorielles, des codes de conduite volontaires, des lignes directrices et des bonnes pratiques et/ou normes relatifs à l'accès et au partage des avantages existants, élaborés par les Parties, les organisations internationales compétentes et les communautés autochtones et locales,

*Reconnaissant* la nécessité pour le Secrétaire exécutif de collaborer, selon qu'il convient, avec les processus internationaux pertinents qui intéressent les articles 19 et 20,

1. *Encourage* les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales ainsi que les parties prenantes concernées à communiquer au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages les outils élaborés en vertu des articles 19 et 20;
2. *Encourage également*, selon qu'il convient, la mise à jour d'outils pertinents concernant les articles 19 et 20 développés avant le Protocole de Nagoya;
3. *Décide* de faire le bilan de l'utilisation de clauses contractuelles types sectorielles et intersectorielles, de codes de conduite volontaires, de lignes directrices et de bonnes pratiques et/ou normes de référence relatifs à l'accès et au partage des avantages, quatre ans après l'entrée en vigueur du Protocole et concomitamment à la première évaluation et examen du Protocole de Nagoya.

**POINT 12. ORIENTATIONS AU MÉCANISME DE FINANCEMENT (ARTICLE 25)**

---

*Ce qui suit est composé du projet de décision contenu dans la recommandation 2/1 du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (CIPN).*

---

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole,*

- I. *Dispositions opérationnelles établies entre la Convention et le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial en ce qui concerne le Protocole de Nagoya*
  1. *Prend note* du mémorandum d'accord entre la Conférence des Parties et le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (Conseil du FEM), adopté dans la décision III/8 et confirme que les dispositions opérationnelles décrites dans le mémorandum d'accord s'appliquent mutatis mutandis au Protocole;
  2. *Recommande* que la Conférence des Parties invite le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial à présenter, en temps voulu, le chapitre de son rapport consacré à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages directement à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, en vue de son examen;

3. *Décide* de passer périodiquement en revue l'efficacité du mécanisme de financement eu égard à l'application du Protocole de Nagoya à temps pour son examen par la Conférence des Parties lors de ses réunions prévues pour l'examen de l'efficacité du mécanisme de financement;

4. *Décide également* de mener, à temps pour les reconstitutions planifiées des ressources du Fonds d'affectation spéciale du FEM, une évaluation des ressources nécessaires pour aider les pays en développement parties et les Parties à économie en transition à remplir leurs obligations découlant du Protocole de Nagoya, en vue de son examen par la Conférence des Parties lorsqu'elle déterminera le montant de la reconstitution;

5. *Recommande* que la Conférence des Parties invite les représentants du Fonds pour l'environnement mondial à participer aux sessions ordinaires de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, et d'y faire des déclarations officielles, en vue de faire rapport sur la mise en œuvre des orientations destinées au FEM en ce qui concerne l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages;

6. *Recommande* que la Conférence des Parties encourage les secrétariats de la Convention et du Fonds pour l'environnement mondial à échanger les informations et à mener des consultations régulières avant les réunions du Conseil du FEM et de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya afin d'augmenter l'efficacité du mécanisme de financement en ce qui concerne l'assistance qu'il fournit aux Parties pour l'application du Protocole.

## II. *Orientations à l'intention du mécanisme de financement*

### a) *Politique et stratégie*

7. *Prend note* des orientations consolidées applicables au mécanisme de financement concernant la politique et la stratégie adoptées dans la décision X/24, et invite la Conférence des Parties à examiner et, le cas échéant, réviser les orientations relatives à la politique et à la stratégie afin de prendre en considération les faits nouveaux, comme l'adoption du Protocole de Nagoya;

### b) *Priorités du programme*

8. *Recommande* que la Conférence des Parties envisage d'incorporer les instructions suivantes concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages dans ses orientations générales au mécanisme de financement;

#### *La Conférence des Parties,*

1. *Demande* au Fonds pour l'environnement mondial de financer des projets qui aideront à :

a) Renforcer la capacité des Parties de développer, mettre en place et appliquer des mesures législatives, administratives ou gouvernementales sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, et ainsi contribuer à la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs, notamment:

- i) L'identification des acteurs pertinents et des compétences juridiques et institutionnelles existantes en vue de l'application du Protocole de Nagoya;
- ii) L'inventaire des mesures nationales pertinentes pour l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, compte tenu des obligations du Protocole de Nagoya;
- iii) La création ou la modification de mesures législatives, administratives ou gouvernementales sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, en vue d'appliquer les obligations qui en découlent en vertu du Protocole de Nagoya;
- iv) L'établissement de moyens de régler les problèmes transfrontaliers;

- v) La création de mécanismes institutionnels et de systèmes administratifs pour permettre l'accès aux ressources génétiques, garantir le partage des avantages, encourager le respect des principes du consentement préalable donné en connaissance de cause et des conditions établies d'un commun accord, et contrôler l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, y compris le soutien de la création de points de contrôle;
  - b) Renforcer la capacité des Parties de négocier des conditions convenues d'un commun accord afin de promouvoir la justice et l'équité dans les négociations concernant l'établissement et l'application d'accords relatifs à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages, notamment en favorisant une meilleure compréhension des modèles d'affaires et des droits de propriété intellectuelle;
  - c) Renforcer la capacité des Parties de développer des moyens de recherche endogènes afin de valoriser leurs propres ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques grâce, entre autres, au transfert de technologies, à la bioprospection et aux travaux de recherche connexes, aux études taxonomiques et au développement et à l'utilisation de méthodes d'évaluation;
  - d) Prendre en considération les besoins et priorités des communautés autochtones et locales et des parties prenantes concernées, plus particulièrement les projets qui :
    - i) Encouragent la participation de ces acteurs dans les processus juridiques et décisionnels;
    - ii) Les aident à renforcer leurs capacités concernant les ressources génétiques et les savoirs traditionnels y relatifs en prévoyant, par exemple, des protocoles communautaires, des clauses contractuelles types et des exigences minimales pour l'établissement de conditions convenues d'un commun accord afin de garantir le partage juste et équitable des avantages;
  - e) Permettre aux Parties de participer activement au Centre d'échange sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages et d'utiliser les meilleurs outils de communication et systèmes Internet, tels que les outils audio et vidéo, pour les activités d'accès et de partage des avantages;
  - f) Aider les Parties à sensibiliser les populations à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées, et aux questions concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, notamment grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de sensibilisation nationales et régionales;
  - g) Soutenir l'application du cadre stratégique pour le renforcement des capacités et le développement afin d'appuyer la mise en œuvre du Protocole;
2. [Décide que les instructions susmentionnées remplacent toutes les orientations précédemment appliquées au mécanisme de financement en ce qui concerne l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages;]
3. [Recommande que les sommes allouées par le Fonds pour l'environnement mondial soient destinées à une fenêtre réservée aux activités relatives à l'accès et au partage des avantages de son Système transparent d'allocation des ressources (STAR)]
- c) *Critères d'admissibilité :*
4. Décide que tous les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits Etats insulaires en développement, ainsi que les pays à économie en transition qui sont des Parties au Protocole de Nagoya pourront bénéficier d'un financement du Fonds pour l'environnement mondial;

5. *Adopte* la disposition transitoire suivante dans les critères d'attribution des ressources financières applicables dans le cadre du mécanisme de financement du Protocole :

« Les pays en développement, plus particulièrement les pays les moins avancés et les petits États insulaires parmi eux, ainsi que les pays à économie en transition qui sont des Parties à la Convention et manifestent clairement leur intention d'adhérer au Protocole, pourront eux bénéficier d'un financement du Fonds pour l'environnement mondial jusqu'à quatre ans après que le Protocole soit entré en vigueur en vue du développement de mesures nationales et de capacités institutionnelles pour leur permettre de devenir une Partie. La preuve de cette intention manifeste revêtira la forme d'une assurance écrite au Secrétaire exécutif que le pays a l'intention d'adhérer au Protocole une fois terminées les activités à financer. »

---

*Les éléments supplémentaires ci-après du projet de décision sur des orientations à l'intention du mécanisme de financement ont été préparés par le Secrétaire exécutif sur la base du document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/4.*

---

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya*

1. *Se félicite* de la sixième reconstitution des ressources de la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial et *exprime sa gratitude* aux pays qui ont contribué à la sixième reconstitution;

2. *Se félicite également* de la Stratégie de FEM-6 dans le domaine d'intervention « diversité biologique », qui inclut le Programme 8 sur la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages, et *prend note* des objectifs de programmation indicatifs pour les différents objectifs et programmes du domaine d'intervention « diversité biologique », figurant dans le document FEM/C.46/07/Rev.01;

3. *Prie instamment* les Parties admissibles à un financement d'accorder une priorité aux projets liés à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages lors de la programmation de leurs allocations nationales pour FEM-6 dans le cadre du Système transparent d'allocation des ressources (STAR);

4. *Encourage* les Parties à intégrer les activités liées à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages dans les projets concernant plusieurs domaines d'intervention, y compris les « programmes pilotes fondés sur une approche intégrée » proposés, ainsi que dans les projets élaborés au titre des autres programmes du domaine d'intervention « diversité biologique », dont les Programmes 1, 2, 7 et 9;

5. *Prie* le FEM et ses organismes d'exécution de prendre dûment en considération les projets concernant plusieurs domaines d'intervention menés dans le cadre des « programmes pilotes fondés sur une approche intégrée » et d'autres programmes du domaine d'intervention « diversité biologique » qui incluent des activités liées à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages;

6. *Prie instamment également* les Parties et *invite* les autres gouvernements à intégrer et à accorder une priorité, selon qu'il convient, à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages dans leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique et dans leurs plans et programmes de développement nationaux.

### **POINT 13. ORIENTATIONS SUR LA MOBILISATION DES RESSOURCES POUR L'APPLICATION DU PROTOCOLE DE NAGOYA**

---

*Ce qui suit est composé du projet de décision contenu dans la recommandation 2/2 du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (CIPN).*

---

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya,*

*Rappelant* le paragraphe 1 de l'article 25 du Protocole, qui oblige les Parties à tenir compte des dispositions de l'article 20 de la Convention lors de l'étude des ressources financières aux fins d'application du Protocole,

*Confirmant* l'engagement des Parties à respecter les obligations exposées dans les dispositions de l'article 20 de la Convention,

*Reconnaissant* que la Stratégie de mobilisation des ressources en appui à la réalisation des trois objectifs de la Convention englobe la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya,

*Soulignant* que tout nouveau mécanisme de financement amélioré s'ajoute à tout mécanisme de financement établi en vertu des dispositions de l'article 21 de la Convention et de l'article 25 du Protocole, et ne les remplace pas,

1. *Prie* le Secrétaire exécutif d'inclure l'examen de la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole dans ses activités d'appui à la Stratégie de mobilisation des ressources;

2. *Encourage* les Parties à inclure la mobilisation des ressources, dont les besoins, les écarts et les priorités de financement, dans leurs processus de planification aux fins d'application du Protocole, notamment en intégrant ces questions à leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique;

3. *Encourage* également les Parties à diriger les ressources nationales vers l'application du Protocole, en fonction des circonstances nationales, [y compris les circonstances découlant de l'application réussie des ententes relatives à l'accès et au partage des avantages,] et au moyen de nouveaux mécanismes de financement novateurs;

4. *Encourage également* les Parties, les autres gouvernements, les organisations compétentes, le secteur privé et les institutions financières à fournir des ressources financières selon leurs moyens, notamment au moyen de nouveaux mécanismes de financement novateurs, aux fins d'application du Protocole, et d'inclure l'appui à l'application du Protocole parmi les domaines essentiels de financement;

5. *Encourage* les Parties à prendre les mesures convenables auprès des organes directeurs des institutions financières multilatérales et des organismes de développement compétents afin que l'allocation effective des ressources prévisibles aux fins d'application du Protocole de Nagoya reçoive la priorité et l'attention qu'elle mérite;

6. *Encourage également* les Parties à intégrer l'application du Protocole de Nagoya à leurs plans et priorités de coopération au développement, et à leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique;

7. *Encourage* les Parties et les organisations compétentes à hausser le niveau de sensibilisation, notamment des responsables de politiques et des décideurs de haut niveau, du secteur des affaires et des agences de financement compétentes, à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et aux questions d'accès et de partage des avantages apparentées, conformément à l'article 21 du Protocole, en appui à la mobilisation de ressources aux fins d'application du Protocole;

8. *Invite* les Parties et les organisations compétentes à soumettre de l'information sur leurs expériences en matière de mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole et sur l'état des fonds mobilisés au Secrétaire exécutif;

9. *Prie* le Secrétaire exécutif de préparer une synthèse de l'information reçue sur les expériences en matière de mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole et de présenter un aperçu de l'état et des tendances en matière de financement aux fins d'examen à la prochaine réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion de Parties au Protocole;

10. *Prie également* le Secrétaire exécutif de préparer un document sur les sources possibles de financement international pertinent afin d'appuyer les efforts des Parties pour mobiliser des ressources financières internationales supplémentaires aux fins d'application du Protocole.

---

*Les éléments supplémentaires ci-après d'un projet de décision sur la mobilisation des ressources pour l'application du Protocole de Nagoya ont été préparés sur la base du document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/5.*

---

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya*

a) *Se félicite* de la décision<sup>16</sup> de la Conférence des Parties d'inclure l'examen de la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya dans la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources en appui à la réalisation des trois objectifs de la Convention et dans la réalisation des objectifs de mobilisation des ressources;

b) *Prend note* de l'examen de la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources en appui à la réalisation des trois objectifs de la Convention abordé par le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention à sa cinquième réunion<sup>17</sup>;

c) *Prend note* des objectifs préliminaires de mobilisation des ressources adoptés par la Conférence des Parties au paragraphe 7 de la décision XI/4<sup>18</sup>;

d) *Prend note également* des mesures pour mobiliser des ressources financières adéquates et prévisibles pour la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et ses Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique proposées par le Secrétaire exécutif aux fins d'examen par la Conférence des Parties à sa douzième réunion<sup>19</sup> et *invite* les Parties au Protocole de Nagoya à utiliser la série de mesures proposée en tant que cadre de travail souple pour la mobilisation de ressources aux fins de mise en œuvre du Protocole de Nagoya, selon qu'il convient;

e) *Accueille avec satisfaction* le cadre de travail révisé pour les rapports financiers<sup>20</sup> et *invite* les Parties au Protocole de Nagoya à veiller à ce que les ressources mobilisées aux fins d'application du Protocole de Nagoya soient prises en compte dans le cadre de travail pour les rapports financiers;

f) *Prend note* du deuxième rapport du Groupe de haut niveau sur l'évaluation mondiale des ressources en appui à la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique<sup>21</sup> et *invite* les Parties au Protocole à envisager d'appliquer ses recommandations, selon qu'il convient;

---

<sup>16</sup> Paragraphe 12 de la décision XI/4.

<sup>17</sup> UNEP/CBD/WGRI/5/INF/3.

<sup>18</sup> Sous réserve de l'examen du projet de décision sur la mobilisation des ressources par la Conférence des Parties à sa douzième réunion.

<sup>19</sup> Contenu dans l'annexe au document UNEP/CBD/COP/12/13.

<sup>20</sup> Tel qu'adopté par la Conférence des Parties sur la base du cadre préparé par le Secrétaire exécutif (UNEP/CBD/COP/12/13/Add.3).

<sup>21</sup> UNEP/CBD/COP/12/13/Add.2.

- g) *Se félicite* du soutien au renforcement des capacités pour la mobilisation de ressources fourni par le Secrétaire exécutif en collaboration avec les organisations internationales compétentes;
- h) *Invite* le Secrétaire exécutif à élaborer, en collaboration avec les organisations compétentes, des outils d'orientation et du matériel de formation afin d'aider les Parties à mobiliser des ressources financières, techniques et humaines aux fins d'application du Protocole de Nagoya.

**POINT 15. BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL SUIVANT  
L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PROTOCOLE DE NAGOYA**

---

*Les éléments d'un projet de décision figurent dans le document UNEP/CBD/COP/12/27 sur les questions administratives budgétaires, préparé par le Secrétaire exécutif pour la douzième réunion de la Conférence des Parties.*

---

**POINT 16. AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES STRUCTURES ET DES PROCESSUS AU  
TITRE DE LA CONVENTION ET DE SES PROTOCOLES**

---

*Le Secrétaire exécutif a préparé les éléments ci-après d'un projet de décision, sur la base du document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/8, à la lumière de la recommandation du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention formulée à sa cinquième réunion, et du plan proposé pour l'organisation de réunions concomitantes et l'examen des aspects juridiques, logistiques et financiers, y compris les risques qui sous-tendent ce plan, figurant dans le document UNEP/CBD/COP/12/25/Add.2.*

---

***Plan pour l'organisation des réunions concomitantes de la Conférence des Parties à la Convention et de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunions des Parties aux Protocoles***

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya*

1. *Prend note* de la recommandation du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention, à sa cinquième réunion, concernant des approches intégrées pour la mise en œuvre de la Convention et de ses Protocoles, en vue d'améliorer leur efficacité;
2. *Rappelle* le paragraphe 6 de l'article 26 du Protocole de Nagoya, et *décide* de tenir ses futures réunions ordinaires en même temps que les réunions de la Conférence des Parties à la Convention et les réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, au cours des mêmes périodes de deux semaines;
3. *Prie* le Secrétaire exécutif de préparer l'organisation des travaux pour la deuxième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya conformément au plan figurant dans le document UNEP/CBD/COP/12/25/Add.2<sup>22</sup>;
4. *Reconnaît* la nécessité d'assurer la disponibilité de ressources financières pour appuyer la participation aux trois réunions concomitantes de représentants des Parties qui sont des pays en développement et des pays à économie en transition, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, et *demande* aux Parties qui sont des pays développés d'accroître leurs contributions aux fonds spéciaux de contributions volontaires pertinents, afin de soutenir la participation pleine et entière de représentants des Parties admissibles.

---

<sup>22</sup> Ou tel qu'adopté par la Conférence des Parties à sa douzième réunion.



---

*Le Secrétaire exécutif a préparé les éléments ci-après d'un projet de décision, extraits du document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/9, et des informations détaillées contenues dans le document UNEP/CBD/COP/12/25/Add.1 (figurant dans l'annexe au document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/9).*

---

### ***Mise en place d'un organe subsidiaire chargé de l'application***

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya*

*Rappelant* le paragraphe 4 de l'article 26 du Protocole de Nagoya, qui précise les mesures que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya doit mettre en œuvre en vue de surveiller l'application du Protocole;

*Rappelant aussi* l'article 27 du Protocole de Nagoya qui prévoit que tout organe subsidiaire, créé par ou en vertu de la Convention, peut servir le Protocole, y compris sur décision de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, et auquel cas la réunion des Parties au Protocole doit spécifier les tâches que doit entreprendre l'organe subsidiaire en question;

*Examinant* le mandat d'un organe subsidiaire chargé de l'application, établi par le Secrétaire exécutif, conformément à la recommandation du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention à sa cinquième réunion;

*Reconnaissant* les avantages des approches intégrées pour l'examen et le soutien de l'application de la Convention et de ses Protocoles;

*Reconnaissant aussi* l'importance d'une participation pleine et entière de toutes les Parties, en particulier des États Parties en développement, et notamment les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les Parties à économie en transition, aux réunions de l'Organe subsidiaire chargé de l'application;

1. *Décide* de désigner l'Organe subsidiaire chargé de l'application, afin qu'il assiste également le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages<sup>23</sup>;

2. *Convient* que le mandat de l'Organe subsidiaire chargé de l'application proposé en annexe du document UNEP/CBD/COP/12/25/Add.1 doit s'appliquer *mutatis mutandis* aux fonctions de l'organe subsidiaire en vertu du Protocole de Nagoya<sup>24</sup>;

3. *Demande* au Secrétaire exécutif de préparer une liste indicative des fonctions que l'Organe subsidiaire chargé de l'application peut accomplir pour examiner et soutenir la mise en œuvre en vertu du Protocole de Nagoya, pour examen par l'Organe subsidiaire, à sa première réunion.

---

<sup>23</sup> Si l'Organe subsidiaire chargé de l'application est mis en place par la Conférence des Parties à sa douzième réunion.

<sup>24</sup> Ou tel qu'adopté par la Conférence des Parties à sa douzième réunion.

**POINT 17. MESURES D'APPUI À LA CRÉATION ET AU DÉVELOPPEMENT DE CAPACITÉS, ET AU RENFORCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ET DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT PARTIES ET LES PARTIES À ÉCONOMIE EN TRANSITION (ARTICLE 22)**

---

*Ce qui suit est composé du projet de décision contenu dans la recommandation 3/5 du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (CIPN).*

---

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya,*

*Rappelant* l'article 22 du Protocole, qui demande aux Parties d'œuvrer ensemble à la création de capacités et au renforcement des capacités, ainsi qu'au renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles, afin d'assurer la mise en œuvre effective du Protocole dans les Parties qui sont des pays en développement, et plus particulièrement les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les Parties dont les économies sont en transition,

*Soulignant* l'importance critique de la création de capacités et du renforcement des capacités pour une mise en œuvre effective du Protocole de Nagoya,

*Prenant note* des points de vue ainsi que des besoins et priorités des Parties et des communautés autochtones et locales énoncés dans les documents UNEP/CBD/ICNP/2/10 et UNEP/CBD/ICNP/2/INF/7,

*Reconnaissant* la richesse des expériences et des enseignements tirés, ainsi que des instruments et méthodologies développés dans le cadre de divers projets sur l'accès et le partage des avantages, tels que l'Initiative de renforcement des capacités pour l'accès et le partage des avantages qui a été élargie de l'Afrique à d'autres régions,

*Prenant note* du besoin en ressources financières suffisantes pour les activités de renforcement et de développement des capacités à l'appui de la mise en œuvre du Protocole de Nagoya,

*Se félicitant* de l'appui financier fourni à ce jour par différents organismes donateurs pour des activités de création et de renforcement des capacités, à l'appui de la ratification et la mise en œuvre du Protocole de Nagoya,

*Reconnaissant* le besoin d'une méthode stratégique et coordonnée pour la création et le renforcement des capacités, afin d'appuyer la mise en œuvre effective du Protocole,

*Soulignant* l'importance d'une large participation des parties prenantes, d'une responsabilisation des pays et d'une volonté politique pour assurer la pérennité des projets de création et de renforcement des capacités,

*Rappelant* le paragraphe 1 de l'article 14 du Protocole de Nagoya qui stipule que le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages est créé dans le cadre du mécanisme d'échange,

1. *Adopte* le cadre stratégique pour le renforcement et le développement des capacités à l'appui de la mise en œuvre effective du Protocole de Nagoya, figurant dans l'annexe I de la présente décision;

2. *Décide* de créer un comité consultatif informel chargé de fournir des avis au Secrétaire exécutif, jusqu'à la troisième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, sur les questions relatives à l'évaluation de l'efficacité du cadre stratégique, conformément au mandat joint à l'annexe II, en vue de l'évaluation prévue en 2020;

3. *Invite* les Parties, les autres gouvernements, les communautés autochtones et locales et les organisations compétentes à élaborer et mettre en œuvre des activités de création et de renforcement des capacités conformes au cadre stratégique;

4. *Invite également* les Parties, les autres gouvernements, le Fonds pour l'environnement mondial, les organisations internationales, les banques régionales de développement et les autres institutions financières à apporter des ressources financières en appui à la mise en œuvre du cadre stratégique;

5. *Invite en outre* les Parties, les autres gouvernements, les communautés autochtones et locales, les organisations compétentes et le secteur privé, selon qu'il convient, à transmettre au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages des informations sur leurs projets de création et de renforcement des capacités, notamment sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés et les opportunités qui intéressent la mise en œuvre du cadre stratégique;

6. *Encourage* les Parties qui sont des pays en développement, et plus particulièrement les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, les Parties à économie en transition, ainsi que les communautés autochtones et locales, à mettre à disposition des informations, par le biais du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, sur leurs besoins et priorités en matière de renforcement et de développement des capacités, déterminés au moyen d'autoévaluations de leurs capacités nationales, et de les incorporer à leurs stratégies et plans d'action nationaux dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention;

7. *Encourage* les organisations concernées à aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, et les Parties à économie en transition, à mettre en œuvre le cadre stratégique et contribuer à la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, et en particulier la réalisation de l'Objectif 16 d'Aichi relatif à la diversité biologique.

8. *Prie* le Secrétaire exécutif de :

a) Promouvoir et encourager, en collaboration avec les organisations concernées, la coordination et la coopération dans la mise en œuvre du cadre stratégique, notamment en fournissant des outils et des informations pertinents, par le biais du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages;

b) Veiller à ce que les informations sur les besoins, priorités et activités en matière de création et de renforcement des capacités puissent être transmises et consultées à partir des plateformes au titre de la Convention, de sorte que les activités de renforcement des capacités en matière d'accès et de partage des avantages soient intégrées dans les activités mondiales de renforcement des capacités dans le cadre de la Convention;

c) Rassembler des informations sur les outils existants qui aident les Parties et les communautés autochtones et locales à évaluer leurs besoins et priorités en matière de renforcement et de développement des capacités et mettre à disposition les informations ainsi recueillies, par le biais du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, et faire état du besoin d'élaborer de nouveaux outils à la deuxième réunion des Parties au Protocole de Nagoya;

d) Rassembler des informations sur les besoins et priorités en matière de renforcement et de développement des capacités identifiés par les Parties et les communautés autochtones et locales, et mettre ces informations à la disposition des organisations compétentes;

e) Préparer des mises à jour sur l'état de la mise en œuvre du cadre stratégique et sa contribution au Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, aux fins d'examen par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya à ses réunions ordinaires, la première mise à jour devant être disponible à sa deuxième réunion, en tenant compte des informations communiquées au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages par les Parties, les autres gouvernements, les communautés autochtones et locales et les organisations compétentes;

f) Préparer une évaluation du cadre stratégique en 2019 et remettre le rapport d'évaluation aux fins d'examen par la réunion des Parties au Protocole de Nagoya en 2020, afin de faciliter l'examen et

la révision éventuelle du cadre stratégique en même temps que l'examen du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique.

### *Annexe I*

## **PROJET DE CADRE STRATÉGIQUE POUR LA CRÉATION ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS À L'APPUI DE LA MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE DU PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES**

### **RÉSUMÉ ANALYTIQUE**

Ce cadre stratégique a pour but de favoriser une démarche stratégique, cohérente et coordonnée en matière de création et de renforcement des capacités aux fins de mise en œuvre effective du Protocole de Nagoya. Il fournit des orientations sur les principaux secteurs et mesures nécessitant une création et un renforcement des capacités et comprend une série d'activités concrètes pour créer et développer les capacités des Parties, des communautés autochtones et locales et des parties prenantes concernées, afin qu'elles puissent prendre des mesures stratégiques à court, à moyen et à long terme qui contribueront à l'application effective du Protocole.

Le cadre stratégique se veut un document de référence pour orienter les politiques et les actions des Parties, des organisations compétentes et des donateurs, en ce qui a trait à la création et au renforcement des capacités aux fins d'application du Protocole, et un cadre d'action donnant les grandes lignes des activités concrètes de création et de renforcement des capacités.

Le cadre stratégique couvre cinq secteurs de création et de renforcement des capacités :

1. Capacité à mettre en œuvre et à respecter les obligations énoncées dans le Protocole;
2. Capacité de développer, de mettre en œuvre et d'appliquer les mesures législatives, administratives et de politique générale nationales sur l'accès et le partage des avantages;
3. Capacité de négocier des conditions convenues d'un commun accord;
4. Capacités des communautés autochtones et locales et des parties prenantes concernées, notamment le milieu des affaires et le milieu de la recherche, en ce qui a trait à l'application du Protocole;
5. Capacité des pays de développer des capacités de recherche endogènes afin d'accroître la valeur de leurs propres ressources génétiques.

Le cadre stratégique met l'accent sur la création et le renforcement des capacités relatives aux mesures stratégiques que les Parties pourraient devoir mettre en place à court et à moyen terme (au cours des six premières années, c'est-à-dire jusqu'en 2020) et à long terme (au-delà de 2020), afin d'établir les assises pour l'application effective du Protocole. Les mesures, résumées à l'appendice I, proposent une feuille de route/séquence d'actions indicative, organisée selon trois calendriers indicatifs.

Le cadre stratégique a pour but d'orienter les Parties, les organisations régionales et internationales, les établissements d'enseignement et de recherche, les communautés autochtones et locales et d'autres parties prenantes concernées dans leurs efforts prodigués pour ratifier et mettre en œuvre le Protocole. Ceci sera réalisé au moyen de projets et de programmes mis en œuvre au niveau national, infrarégional, régional et international, en tenant compte des besoins et des priorités particuliers des pays.

Le cadre stratégique comprend des mécanismes destinés à faciliter la coordination et la coopération entre les Parties et les organisations compétentes, et entre celles-ci, en ce qui concerne la création et le renforcement des capacités aux fins d'application effective du Protocole, dans le but de favoriser les synergies, le soutien réciproque, la mise en commun d'expériences et d'enseignements tirés, et l'utilisation efficace des ressources et de l'expertise disponibles.

Le cadre stratégique subira une évaluation complète en 2020. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole utilisera le rapport d'évaluation afin d'examiner et de réviser le cadre stratégique, selon qu'il convient, en même temps que l'examen du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique.

## 1. INTRODUCTION

### 1.1 Contexte

1. L'article 22 du Protocole demande aux Parties de coopérer à la création de capacités, au renforcement des capacités, et au renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles aux fins d'application effective du Protocole dans les pays en développement Parties, plus particulièrement les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement parmi eux, et les Parties à économie en transition, par l'entremise des institutions et des organisations mondiales, régionales, infrarégionales et nationales existantes, entre autres. Les Parties sont aussi tenues de faciliter la participation des communautés autochtones et locales, y compris les organisations non gouvernementales et le secteur privé.

2. La plupart des pays en développement, notamment les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement parmi eux, et les Parties à économie en transition, ne possèdent pas les capacités nécessaires pour effectuer une mise en œuvre effective du Protocole à l'heure actuelle. A titre d'exemple, plusieurs de ces pays n'ont pas mis en place les mesures législatives, administratives ou de politiques générales fonctionnelles nécessaires en matière d'accès et de partage des avantages et n'ont pas pris les mesures institutionnelles requises pour appuyer l'application du Protocole au niveau national. Plusieurs d'entre eux ne possèdent pas non plus d'experts dans le domaine de l'accès et du partage des avantages et questions connexes. De plus, des parties prenantes importantes – y compris des responsables gouvernementaux, des communautés autochtones et locales, le secteur privé et le secteur public – ne connaissent pas bien les dispositions du Protocole.

3. Ce cadre stratégique a été développé afin de faciliter la coopération en matière de création et de renforcement des capacités entre les Parties, les donateurs et les autres acteurs aux fins d'application effective du Protocole, et de favoriser une démarche stratégique, cohérente et coordonnée pour la création et le renforcement des capacités. Il définit l'orientation générale et la direction stratégique de la création et du renforcement des capacités de base aux niveaux individuel, institutionnel et systémique, servant de fondement pour la mise en œuvre du Protocole au cours des dix prochaines années.

4. Ce document est l'aboutissement d'une vaste consultation entreprise après la première réunion du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya (ci-après le Comité intergouvernemental), tenue à Montréal en juin 2011. Dans sa recommandation 1/2, le Comité intergouvernemental a demandé l'élaboration d'un cadre stratégique pour la création et le renforcement des capacités fondé sur les besoins et les priorités des pays, ainsi que les éléments recensés par les Parties et les communautés autochtones et locales. Le Secrétaire exécutif a préparé une synthèse des points de vue et des informations reçus. Cette synthèse a été examinée à la deuxième réunion du Comité intergouvernemental, à New Delhi, en juillet 2012<sup>25</sup>.

5. Après avoir pris connaissance de la recommandation de la deuxième réunion du Comité intergouvernemental, la Conférence des Parties a demandé au Secrétaire exécutif de convoquer une réunion d'experts afin de développer un cadre stratégique tenant compte de la synthèse des points de vue et des informations mentionnée ci-dessus, de la richesse des expériences et des enseignements tirés des initiatives de création et de renforcement des capacités existantes en matière d'accès et de partage des avantages et de coopération bilatérale connexe, ainsi que des points de vue exprimés à la deuxième réunion du Comité intergouvernemental<sup>26</sup>.

6. La réunion d'experts tenue à Montréal du 3 au 5 juin 2013 a développé le projet de cadre stratégique à partir des informations susmentionnées. La réunion d'experts a aussi pris en considération les résultats des ateliers sur le renforcement des capacités relatives à l'accès et au partage des avantages, organisés respectivement en 2011 et en 2012 par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et le Secrétariat du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture<sup>27</sup>. Le projet de cadre stratégique a été soumis à l'examen du Comité intergouvernemental à sa troisième réunion, dans la République de Corée en février 2014, et recommandé à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya pour adoption.

---

<sup>25</sup> La synthèse est publiée dans le document UNEP/CBD/ICNP/2/10.

<sup>26</sup> Décision XI/1 D, paragraphe 4 et annexe III.

<sup>27</sup> Les rapports des ateliers (UNEP/CBD/ICNP/2/INF/1 et UNEP/CBD/ICNP/2/INF/9) sont publiés sur le site <http://www.cbd.int/icnp2/documents>.

7. Le cadre stratégique est un document souple et évolutif, conçu aux fins d'utilisation et d'adaptation par les Parties selon les situations et les contextes. Il sera mis à jour régulièrement, sur la base des nouvelles expériences et des enseignements tirés.

## 1.2 Situation actuelle, expériences antérieures et enseignements tirés

8. L'état actuel de l'application des mesures d'accès et de partage des avantages, les ressources humaines existantes et les capacités institutionnelles existantes, de même que les besoins et priorités varient beaucoup d'un pays à l'autre. Dans leurs réponses au questionnaire distribué par le Secrétariat en octobre 2011, plusieurs Parties ont exprimé un besoin de capacités pour élaborer des mesures nationales relatives à l'accès et au partage des avantages et aux arrangements institutionnels, participer au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, mener une évaluation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles qui s'y rapportent, et régler les situations transfrontières et de capacités nationales pour la bioprospection. Les représentants des communautés autochtones et locales ont exprimé le besoin de développer leurs capacités afin de participer aux processus de prise de décisions et d'élaboration de politiques, comprendre les dispositions du Protocole, négocier des arrangements favorables en matière d'accès et de partage des avantages, développer des inventaires et assurer le suivi de leurs ressources génétiques et des connaissances traditionnelles liées aux ressources génétiques.

9. Plusieurs pays ne possèdent pas de dispositions et de règles institutionnelles claires et harmonisées régissant l'accès et le partage des avantages, ni de procédures pour obtenir le consentement préalable en connaissance de cause et établir des conditions convenues d'un commun accord. Ils ne possèdent pas non plus l'expertise nécessaire pour exécuter les fonctions de réglementation de l'accès et du partage des avantages, ni la capacité de recueillir, de gérer et de partager de l'information sur l'accès et le partage des avantages. De plus, la plupart des pays connaissent peu le Protocole et ses dispositions. Les principales parties prenantes, dont les représentants gouvernementaux, les communautés autochtones et locales, le secteur privé et le secteur public, ne connaissent pas les exigences prescrites au titre du Protocole. Il est nécessaire également de développer et renforcer les capacités de toutes les Parties relatives à l'utilisation des ressources génétiques, notamment par le biais de points de contrôle.

10. Plusieurs outils et initiatives ont été mis sur pied avant l'adoption du Protocole, afin d'aider les pays à appliquer l'article 15 de la Convention sur la diversité biologique. A titre d'exemple, la Conférence des Parties a adopté un Plan d'action sur le renforcement des capacités relatives à l'accès et au partage des avantages en 2004, afin de faciliter et d'appuyer la création et le renforcement des capacités individuelles, institutionnelles et communautaires pour favoriser l'application effective des dispositions de la Convention portant sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages. Les Lignes directrices de Bonn sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation adoptées en 2002 aident elles aussi les Parties à élaborer, entre autres, des régimes nationaux et des dispositifs contractuels sur l'accès et le partage des avantages.<sup>28</sup>

11. De plus, diverses initiatives de création et de renforcement des capacités ont été mises en œuvre au cours des dernières années.<sup>29</sup> Plusieurs de ces initiatives ont inclus une formation en face à face dans des séminaires et des ateliers. Un très petit nombre a offert un soutien technique pour la création de capacités institutionnelles et le renforcement des capacités systémiques. Certaines initiatives ont permis le développement d'outils d'apprentissage virtuel, dont des modules d'apprentissage électronique sur l'accès et le partage des avantages, et certaines viennent en appui à des programmes d'échange et de formation en milieu de travail. Par contre, à ce jour, très peu d'établissements universitaires offrent des programmes conférant un diplôme ou certificat officiel dans le domaine de l'accès et du partage des avantages.

12. Parmi les enseignements tirés d'initiatives passées et en cours sur le renforcement des capacités de création et de renforcement des capacités relatives à l'accès et au partage des avantages figurent notamment les suivants :

a) Il faut utiliser une approche pragmatique pour renforcer les capacités relatives à l'accès et au partage des avantages;

b) La création et le renforcement des capacités relatives à l'accès et au partage des avantages doivent cibler et inclure un grand éventail de groupes de parties prenantes;

<sup>28</sup> Le Plan d'action et les Lignes directrices de Bonn sont publiés sur les sites <http://www.cbd.int/abs/action-plan-capacity> et <http://www.cbd.int/abs/bonn/default.shtml>.

<sup>29</sup> Des exemples d'initiatives passées et en cours sont donnés sur le site <http://www.cbd.int/abs/capacity-building.shtml>.

c) Il est important que toutes les parties participant à la création et au renforcement des capacités comprennent clairement le contenu et les répercussions du Protocole;

d) Des initiatives régionales et infrarégionales se sont révélées efficaces pour la création et le renforcement des capacités des pays ayant des besoins et des contextes semblables<sup>30</sup>. Elles permettent aux pays de regrouper leurs ressources et de mettre à profit l'expertise de la région;

e) La création et le renforcement des capacités doivent profiter d'un soutien suffisant et conséquent sur une période de temps relativement longue afin d'obtenir des résultats effectifs et durables.

13. Le développement de ce cadre stratégique a pris en considération la situation actuelle, les besoins et priorités connus, et les expériences et enseignements tirés d'initiatives de renforcement des capacités antérieures.

### 1.3 Principes directeurs et approches

14. La mise en œuvre de politiques, d'activités, de projets et d'autres initiatives de création et de renforcement des capacités à l'appui de l'application du Protocole doit reposer sur des principes et des approches fondées sur l'expérience et les enseignements tirés des initiatives en cours et précédentes. De façon générale, les initiatives de création et de renforcement des capacités doivent :

a) Être régies par la demande, selon les besoins et les priorités recensées au moyen d'autoévaluations nationales;

b) Assurer la propriété et le leadership nationaux;

c) S'appuyer sur les expériences et les enseignements tirés des initiatives de renforcement des capacités relatives à l'accès et au partage des avantages en cours et précédentes;

d) Souligner le rôle de la coopération bilatérale et multilatérale;

e) Assurer la pleine participation des communautés autochtones et locales ainsi que des parties prenantes concernées, dont les femmes, aux initiatives de création et de renforcement des capacités;

f) Reconnaître l'utilité et la rentabilité des démarches régionales et infrarégionales de création et de renforcement des capacités, surtout dans les pays ayant les mêmes besoins de capacités;

g) Intégrer le renforcement des capacités à de plus vastes efforts de développement durable;

h) Préconiser une approche d'apprentissage par la pratique;

i) Favoriser la création de capacités durables afin que les Parties puissent respecter les exigences du Protocole;

j) Prendre en considération les points de vue et les expériences de diverses parties prenantes jouant un rôle dans l'accès et le partage des avantages.

15. Les principes directeurs ci-dessus feront en sorte que les efforts de renforcement des capacités des Parties soient développés conformément au cadre stratégique et favoriseront une démarche simplifiée et plus conséquente.

## 2. BUT ET OBJECTIFS

16. Ce cadre stratégique a pour objet de favoriser une démarche de création et de renforcement des capacités systématique, cohérente et coordonnée afin d'assurer l'application effective du Protocole, conformément à l'article 22. Il cherche aussi à catalyser et à orienter le développement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des initiatives de création et de renforcement des capacités relatives à l'accès et au partage des avantages et à aider les Parties, les communautés autochtones et locales et les autres parties prenantes concernées, notamment à recenser leurs besoins et priorités en matière de capacités au moyen d'autoévaluations nationales, à concevoir et mettre en œuvre des stratégies, projets et programmes nationaux de renforcement des capacités et de développement, et à suivre et évaluer leurs initiatives de renforcement des capacités et de développement.

<sup>30</sup> Exemples : L'initiative de renforcement des capacités relative à l'accès et au partage des avantages et les initiatives sur l'accès et le partage des avantages de l'Association des nations de l'Asie du sud-est, du Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes, du Secrétariat du Programme régional pour l'environnement du Pacifique et de la communauté des Caraïbes.

17. De plus, le cadre stratégique comprend un mécanisme qui pourrait aider les Parties, organisations compétentes, donateurs et partenaires participant au renforcement des capacités à coopérer et à profiter des occasions et des ressources qu'offrent les partenariats stratégiques et les initiatives synchronisées. Il favoriserait également la coordination et le dialogue entre les pays et les parties prenantes concernées et encouragerait la pérennité des initiatives de création et de renforcement des capacités.

18. Le cadre stratégique se veut un document de référence pour orienter les politiques et les actions des Parties, organisations compétentes et donateurs en matière de création et de renforcement des capacités pour l'application du Protocole et un plan d'action comprenant des activités concrètes spécifiques pour aider les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition à créer et à développer leurs capacités de prendre des mesures pour faciliter la mise en œuvre effective du Protocole.

19. Le cadre stratégique couvre les cinq secteurs suivants :

- a) Capacité de mettre en œuvre et de respecter les obligations énoncées dans le Protocole;
- b) Capacité de développer, de mettre en œuvre et d'appliquer les mesures législatives, administratives et de politique générale nationales sur l'accès et le partage des avantages;
- c) Capacité de négocier des conditions convenues d'un commun accord;
- d) Capacité des pays de développer des capacités de recherche endogènes afin d'accroître la valeur de leurs propres ressources génétiques.

20. Le cadre stratégique aborde également les besoins et priorités en matière de capacités des communautés autochtones et locales ainsi que des parties prenantes concernées, dont le secteur des affaires et le milieu de la recherche, en ce qui a trait à l'application du Protocole.

21. Par conséquent, le cadre stratégique a pour objectif de :

- a) Développer et renforcer les capacités pour permettre la ratification du Protocole ou l'accession à celui-ci;
- b) Développer et renforcer les capacités des pays à élaborer, à mettre en œuvre et à appliquer les mesures législatives, administratives et de politique générale pour appuyer l'application du Protocole;
- c) Appuyer les Parties dans leurs efforts pour accroître la sensibilisation à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et les questions apparentées liées à l'accès et au partage des avantages;
- d) Améliorer la capacité des Parties de négocier des conditions convenues d'un commun accord, notamment par le biais de la formation et l'élaboration de clauses contractuelles types;
- e) Aider les Parties d'encourager le respect des lois et exigences réglementaires nationales, ainsi que les conditions convenues d'un commun accord relatives à l'accès et au partage des avantages;
- f) Accroître la capacité des Parties de surveiller l'utilisation des ressources génétiques, notamment en créant des points de contrôle;
- g) Permettre aux Parties de développer des capacités de recherche endogènes, afin d'augmenter la valeur de leurs propres ressources génétiques;
- h) Créer et renforcer les capacités des communautés autochtones et locales et des parties prenantes concernées, dont le secteur privé et le milieu de la recherche, afin qu'elles puissent participer de façon effective à l'application du Protocole;
- i) Permettre aux Parties de participer activement au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, et d'utiliser les meilleurs outils de communication et systèmes en ligne existants pour les activités relatives à l'accès et au partage des avantages;
- j) Promouvoir et faciliter la coordination, la coopération et l'appui réciproque entre les Parties et les organisations compétentes, en ce qui concerne les initiatives de création et de renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Protocole et des autres instruments internationaux sur l'accès et le partage des avantages.



### **3. MESURES STRATÉGIQUES NÉCESSITANT UNE CRÉATION ET UN RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

22. Le cadre stratégique met l'accent sur la création et le renforcement des capacités relatives aux mesures stratégiques que les Parties pourraient devoir entreprendre à court et à moyen terme (au cours des six premières années, jusqu'en 2020) et à long terme (au-delà de 2020) afin d'établir les assises pour l'application effective du Protocole et d'influencer les futurs efforts en matière de création et de renforcement des capacités. Les mesures proposées pour chacun des secteurs sont résumées à l'appendice I.

23. Les mesures proposées dans l'appendice sont organisées par ordre de priorité/séquence indicatifs selon leur importance temporelle pour appuyer la mise en œuvre du Protocole à court, à moyen et à long terme, à partir de l'information fournie par les Parties, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes concernées au Secrétariat en 2011. Les priorités varient d'une Partie à l'autre, selon la situation du pays, dont ses priorités de développement nationales, ses contraintes budgétaires, ainsi que son niveau d'avancement en matière d'accès et de partage des avantages.

### **4. MISE EN ŒUVRE DU CADRE STRATÉGIQUE**

#### **4.1 Activités concrètes pour mettre en œuvre le cadre stratégique**

24. Le cadre stratégique peut être mis en œuvre au moyen d'activités concrètes de création et de renforcement des capacités entreprises au niveau national, infrarégional, régional et international. Une liste indicative des activités est jointe à l'appendice II. Les activités proposées ont pour but de contribuer à la création et au renforcement des capacités pour mettre en œuvre les mesures stratégiques décrites à l'appendice I.

25. Les mécanismes de mise en œuvre du cadre stratégique peuvent varier d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre selon leurs besoins et priorités particuliers. Conformément à l'information reçue des Parties en réponse au questionnaire distribué en 2011, les méthodes de prestation consisteraient en des programmes d'éducation et de formation ciblés (dont des ateliers), une assistance juridique et technique, des orientations et du matériel de référence, des forums de discussion en ligne, une coopération scientifique et technique, et un soutien financier (comportant des subventions de recherche). D'autres mécanismes pourraient aussi être utilisés tels que la formation des formateurs, la formation en milieu de travail, un dialogue multipartite sur les politiques, des visites d'étude, des visites d'échange et le soutien institutionnel.

26. Différentes approches en matière de renforcement des capacités, telles que les approches participatives et les approches nationales, infrarégionales et régionales.

#### **4.2 Rôles et responsabilités**

27. Le cadre stratégique a pour objet d'aider les Parties, les organisations régionales et internationales, les établissements de recherche et universitaires, les communautés autochtones et locales et les autres parties prenantes concernées, à créer et renforcer les capacités au moyen de projets et programmes nationaux, sous-régionaux et régionaux qui tiennent compte des besoins et des priorités spécifiques des Parties ou régions pour la mise en œuvre du Protocole. Le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique encouragera et coordonnera la mise en œuvre du cadre stratégique, notamment en recueillant et en fournissant des informations par le biais du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages. Il facilitera les activités aux niveaux régional et international, notamment en :

- a) Informant les fournisseurs de renforcement des capacités des initiatives existantes de renforcement des capacités et des lacunes qui devraient être comblées ;
- b) Organisant des cours et des ateliers de formation des formateurs, selon la disponibilité des ressources financières;
- c) Recensant et cartographiant les institutions et l'expertise existantes aux différents niveaux pouvant aider à la mise en œuvre du cadre stratégique;
- d) Élaborant un matériel de formation et le diffusant par l'entremise du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages;
- e) Établissant des réseaux électroniques d'experts sur la création et le renforcement de capacités relatifs à l'accès et au partage des avantages;

f) Facilitant les communications et l'échange d'expériences entre les Parties et les organisations compétentes, dont des forums de discussion dans le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

28. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole assurera le suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre du cadre stratégique et fournira des orientations supplémentaires, si nécessaire.

#### **4.3 Ressources pour la mise en œuvre**

29. Les principales sources de financement des activités de création et de renforcement des capacités proposées dans ce cadre stratégique comprennent, entre autres :

a) Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM)<sup>31</sup> : les Parties sont encouragées à accorder la priorité aux projets sur l'accès et le partage des avantages lors de la répartition des sommes allouées par le pays à la diversité biologique dans le cadre du Système transparent d'allocation des ressources (STAR);

b) L'assistance bilatérale et multilatérale pour le développement : les Parties sont encouragées à élaborer leurs propositions de projets conformément à ce cadre et à les proposer à des donateurs possibles. Les partenaires sont invités à aider les Parties à formuler de bonnes propositions de projets. Les Parties sont encouragées à intégrer les activités de création et de renforcement des capacités relatives à l'accès et au partage des avantages à leurs plans nationaux de développement, qui mettent souvent en évidence les priorités nationales que doivent examiner les agences de coopération au développement;

c) Coopération technique avec des partenaires régionaux et internationaux : les Parties sont encouragées à former des partenariats stratégiques avec divers organisations, organes régionaux et centres d'excellence et aussi avec le secteur privé, selon qu'il convient, afin de regrouper les ressources humaines et techniques et d'accroître les occasions de mobiliser des ressources financières auprès de diverses sources;

d) Nouveau financement et financement supplémentaire : les Parties sont encouragées à trouver des moyens innovants pour lever des fonds à l'échelle du pays, afin d'appuyer les activités de création et de renforcement des capacités relatives à l'accès et au partage des avantages. Ces moyens peuvent comprendre les mécanismes de récupération des ressources, les droits de demande d'accès, la collecte de fonds au moyen de contributions volontaires, l'appui des fondations ou encore les partenariats public-privé, si ceux-ci conviennent. Les Parties sont aussi encouragées à consacrer certaines ressources provenant de la mise en œuvre du Protocole à la création et au renforcement des capacités;

e) Budgets nationaux : les Parties sont encouragées à inclure dans leurs budgets nationaux des dispositions suffisantes pour appuyer les activités de création et de renforcement des capacités relatives à l'accès et au partage des avantages.

30. L'application efficace du cadre stratégique exige le décaissement prévisible et opportun de ressources financières adéquates et disponibles. Les Parties sont encouragées à diversifier les sources de financement intérieures et extérieures et/ou à utiliser différents moyens pour mobiliser de nouvelles ressources et des ressources supplémentaires.

#### **4.4 Pérennité des initiatives de création et de renforcement des capacités**

31. Les Parties et les organisations compétentes sont encouragées à adopter des mesures pour assurer la pérennité des initiatives de création et de renforcement des capacités entreprises conformément à ce cadre stratégique. Ces mesures peuvent comprendre la participation des principales parties prenantes, dont les décideurs et les responsables de politiques de haut niveau, les politiciens, les autorités compétentes, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes concernées, y compris le milieu des affaires et le milieu de la recherche, à la conception et à la mise en œuvre de ces initiatives afin de resserrer les liens d'appartenance et l'engagement politique.

32. Les Parties sont également encouragées à intégrer les points liés à l'accès et au partage des avantages à leurs plans nationaux de développement et à leurs stratégies, politiques et plans sectoriels. De plus, les activités de formation élaborées dans le cadre du projet devraient être intégrées aux programmes courants d'institutions telles que les universités ou les établissements de recherche locaux, afin d'assurer leur pérennité à l'achèvement des projets.

---

<sup>31</sup> Les moyens et les activités présentés dans ce cadre stratégique figurent parmi les priorités du programme indiquées dans l'orientation donnée par la Conférence des Parties au FEM dans sa décision XI/5, paragraphes 21-23, et l'appendice I.

33. Les projets devraient aussi inclure des moyens de développer les capacités institutionnelles à un niveau suffisant pour assurer le maintien des activités des projets après l'achèvement des projets. En outre, les Parties sont encouragées à définir des stratégies pour diversifier la formation des employés et à prendre des mesures pour minimiser le roulement du personnel formé, afin de ne pas compromettre la future mise en œuvre du Protocole.

## **5. COORDINATION ET COOPÉRATION**

### **5.1 Mécanismes de coordination**

34. Le Protocole oblige les Parties à fournir des informations sur les initiatives nationales, régionales et internationales de création et de renforcement des capacités au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages afin de favoriser les synergies et la coordination<sup>32</sup>. La coordination doit également être facilitée par les mécanismes suivants :

a) Réunions de coordination d'agences gouvernementales, de donateurs et d'organisations compétentes jouant un rôle dans la création et le renforcement des capacités;

b) Forums et réseaux de discussion en ligne.

35. Ces mécanismes de coordination ont pour objet de :

a) Promouvoir la coopération et la synergie pour la mise en œuvre du cadre stratégique;

b) Accroître l'efficacité des activités de création et de renforcement des capacités relatives à l'accès et au partage des avantages en évitant le dédoublement des efforts aux différents niveaux et dans les différents secteurs;

c) Faciliter le partage d'expériences et de bonnes pratiques en matière de création et de renforcement des capacités relatives à l'accès et au partage des avantages;

d) Promouvoir le soutien réciproque des initiatives de création et de renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Protocole et des autres instruments internationaux sur l'accès et le partage des avantages.

36. La coordination doit se faire à différents niveaux : international, régional, infrarégional et national. Les réunions et les structures institutionnelles régionales et infrarégionales existantes peuvent servir à coordonner les projets portant sur les capacités relatives à l'accès et au partage des avantages. Les correspondants nationaux sont encouragés à assurer la coordination au niveau national.

### **5.2 Coopération entre les Parties et les organisations compétentes**

37. Les Parties sont encouragées à créer ou utiliser les mécanismes existants pour faciliter la coopération entre les Parties et les organisations compétentes et à faire participer les principales parties prenantes à la création et au renforcement des capacités aux fins d'application du Protocole, afin de compléter les efforts des autres et offrir des occasions de regrouper et de maximiser les ressources et l'expertise disponibles.

38. L'accent devrait être mis de prime abord sur la promotion ou le resserrement de la coopération aux niveaux régional et infrarégional, en développant des initiatives existantes et en utilisant les organes<sup>33</sup> et les mécanismes/programmes existants tels que le programme de coopération Sud-Sud de la Convention sur la diversité biologique et le mécanisme d'échange de la coopération Sud-Sud du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

39. Le Secrétariat entamera également une collaboration avec des partenaires clés pour assurer la complémentarité de leurs efforts de renforcement de capacités.

40. La coopération peut toucher :

a) L'élaboration de projets conjoints de création et de renforcement des capacités;

---

<sup>32</sup> Article 22, paragraphe 6 du Protocole.

<sup>33</sup> Organes et institutions régionaux pouvant être utilisés : Commission de l'Union africaine (CUA), Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC), Association sud-asiatique de coopération régionale, Organisation de coopération économique, Association des nations de l'Asie du sud-est, Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes, Conseil de coopération du Golfe, Ligue arabe, Secrétariat du Programme régional pour l'environnement du Pacifique, et Communauté des Caraïbes (CARICOM).

- b) La mise sur pied de programmes d'échange entre les pays;
- c) L'organisation de réunions, de conférences, d'ateliers et de formations conjoints afin de favoriser le dialogue et l'entente mutuelle sur les enjeux liés à l'accès et au partage des avantages;
- d) Des programmes éducatifs conjoints sur l'accès et le partage des avantages comprenant des stages et des cours de courte durée;
- e) Une coopération scientifique et technique, comprenant le transfert de technologie, l'échange d'information et d'expériences, et le soutien financier de programmes et de projets locaux;
- f) La création de bases de données régionales et de sites Web pour faciliter l'échange d'information.

41. Le Secrétariat effectuera des évaluations et une cartographie périodiques des institutions et des organisations (gouvernementales et non gouvernementales) jouant un rôle dans la création et le renforcement des capacités relatives à l'accès et au partage des avantages. Les institutions concernées sont invitées et encouragées à établir des réseaux ou des communautés de pratiques régionaux et infrarégionaux en matière de création et de renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Protocole dans leurs régions ou sous-régions respectives.

## **6. SUIVI ET EXAMEN**

42. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole effectuera le suivi de la mise en œuvre de ce cadre stratégique et fournira une orientation sur d'autres mesures d'amélioration. Les Parties, les communautés autochtones et locales et les organisations compétentes sont invitées à fournir des informations sur les projets de création et de renforcement des capacités, y compris les résultats de ces projets, au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, en utilisant le modèle créé par le Secrétariat.

43. Le Secrétariat préparera des rapports sur l'état de la mise en œuvre du cadre stratégique aux fins d'examen par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole lors de ses réunions ordinaires. Les rapports porteront sur les activités principales entreprises, les principaux résultats obtenus et les difficultés rencontrées, s'efforceront de fournir une indication générale des progrès accomplis et mettront en évidence les lacunes pouvant exiger une intervention supplémentaire.

44. La mise en œuvre du cadre stratégique sera évaluée en 2020. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole utilisera le rapport d'évaluation afin d'analyser et de réviser le cadre stratégique, s'il y a lieu, en même temps que l'examen du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique.

*Appendice I***Grandes lignes des mesures nécessitant une création et un renforcement des capacités afin d'assurer une application effective du Protocole fondée sur les besoins et les priorités exprimés par les Parties et les communautés autochtones et locales**

<b>Calendrier indicatif<sup>34</sup></b>	<b>Secteur 1 : Capacité de mettre en œuvre et à respecter les obligations énoncées dans le Protocole</b>	<b>Secteur 2 : Capacité de développer, à mettre en œuvre et à appliquer les mesures législatives, administratives et de politique générale nationales sur l'accès et le partage des avantages (APA)</b>	<b>Secteur 3 : Capacité de négocier des conditions convenues d'un commun accord (CCCA)</b>	<b>Secteur 4 : Besoins de capacités et priorités des communautés autochtones et locales (CAL), et des parties prenantes concernées, notamment le milieu des affaires et le milieu de la recherche</b>	<b>Secteur 5 : Capacité des pays à développer des capacités de recherche endogènes afin d'augmenter la valeur de leurs propres ressources génétiques (RG)</b>
<b>Court terme</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre la ratification du Protocole ou l'accession à celui-ci.</li> <li>- Sensibiliser davantage à l'importance des ressources génétiques (RG) et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques (CT) et aux questions connexes sur l'APA.</li> <li>- Cartographier les principaux acteurs, dont les autres instruments internationaux sur l'APA, ainsi que l'expertise existante aux fins d'application du Protocole.</li> <li>- Mobiliser de nouvelles sources de financement innovatrices afin de mettre en œuvre le Protocole.</li> <li>- Créer des mécanismes de coordination interagences intérieure.</li> <li>- Utiliser les meilleurs outils de communication et systèmes en ligne existants pour les activités d'APA, dont l'offre d'information au Centre d'échange sur l'APA.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer un cadre de politique générale sur l'APA.</li> <li>- Faire le bilan des mesures nationales d'APA afin de repérer les lacunes à la lumière des obligations relatives au Protocole.</li> <li>- Adopter de nouvelles mesures législatives, administratives ou de politique sur l'APA ou amender les mesures existantes en vue de la mise en œuvre du Protocole.</li> <li>- Élaborer un modèle de législation régionale.</li> <li>- Mettre en place des dispositifs institutionnels et des systèmes administratifs pour l'APA.</li> <li>- Élaborer des procédures pour accorder ou refuser un</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir l'équité et la justice dans la négociation des CCCA, notamment par une formation dans des compétences juridiques, scientifiques et techniques.</li> <li>- Élaborer des modèles de clauses contractuelles sectorielles et intersectorielles (afin de fournir des orientations dans la négociation des CCCA).</li> <li>- Élaborer et mettre en œuvre des accords pilotes sur l'APA.</li> <li>- Promouvoir une meilleure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Participer aux processus juridique, de politique et décisionnel.</li> <li>- Définir des exigences minimales, selon qu'il convient, pour les CCCA afin d'assurer un partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des CT.</li> <li>- Élaborer des protocoles communautaires liés à l'accès aux CT et au partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances.</li> <li>- Élaborer des modèles de clauses contractuelles pour le partage des avantages découlant de l'utilisation des CT.</li> <li>- Accroître les capacités des CAL, plus particulièrement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Élaborer et utiliser des méthodes pour établir la valeur des RG et des CT connexes.</li> </ul>

<sup>34</sup> Le calendrier indicatif fait référence à la période au cours de laquelle la mise en œuvre des mesures identifiées peut être amorcée. Le court terme signifie la période de 2014-2017, le moyen terme porte sur la période 2018-2020 et le long terme signifie la période au-delà de 2020.

Calendrier indicatif <sup>34</sup>	Secteur 1 : Capacité de mettre en œuvre et à respecter les obligations énoncées dans le Protocole	Secteur 2 : Capacité de développer, à mettre en œuvre et à appliquer les mesures législatives, administratives et de politique générale nationales sur l'accès et le partage des avantages (APA)	Secteur 3 : Capacité de négocier des conditions convenues d'un commun accord (CCCA)	Secteur 4 : Besoins de capacités et priorités des communautés autochtones et locales (CAL), et des parties prenantes concernées, notamment le milieu des affaires et le milieu de la recherche	Secteur 5 : Capacité des pays à développer des capacités de recherche endogènes afin d'augmenter la valeur de leurs propres ressources génétiques (RG)
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer des mécanismes pour mettre en œuvre et respecter les obligations relatives au Protocole.</li> </ul>	<p>consentement préalable en connaissance de cause.</p>	<p>compréhension des modèles de gestion liés à l'utilisation des ressources génétiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer des capacités pour renforcer la transparence entourant l'utilisation des RG et des CT conformément au Protocole de Nagoya après qu'elles aient quitté le pays fournisseur, comme il convient.</li> <li>-</li> </ul>	<p>des femmes de ces communautés, en ce qui a trait à l'accès aux ressources génétiques et/ou aux CT.</p>	
Moyen terme	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre au point des mécanismes pour surveiller l'utilisation des ressources génétiques, y compris en désignant des points de contrôle.</li> <li>- Faire rapport des mesures prises pour mettre en œuvre le Protocole.</li> <li>- Développer des mécanismes de promotion de l'appui réciproque auprès d'autres instruments internationaux pertinents.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir le respect des mesures législatives ou réglementaires du pays concernant l'APA.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer la capacité de négocier des CCCA.</li> <li>- Accroître la compréhension des obligations des Parties au titre du Protocole.</li> <li>- Accroître les capacités des principales parties prenantes en ce qui a trait à l'APA.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter le transfert de la technologie et développer l'infrastructure de la recherche, renforcer les capacités techniques pour assurer la durabilité d'un tel transfert de technologie.</li> </ul>

Calendrier indicatif <sup>34</sup>	Secteur 1 : Capacité de mettre en œuvre et à respecter les obligations énoncées dans le Protocole	Secteur 2 : Capacité de développer, à mettre en œuvre et à appliquer les mesures législatives, administratives et de politique générale nationales sur l'accès et le partage des avantages (APA)	Secteur 3 : Capacité de négocier des conditions convenues d'un commun accord (CCCA)	Secteur 4 : Besoins de capacités et priorités des communautés autochtones et locales (CAL), et des parties prenantes concernées, notamment le milieu des affaires et le milieu de la recherche	Secteur 5 : Capacité des pays à développer des capacités de recherche endogènes afin d'augmenter la valeur de leurs propres ressources génétiques (RG)
<b>Long terme</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir le respect des conditions convenues d'un commun accord.</li> <li>- Accroître la contribution des activités d'APA à la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs.</li> <li>- Élaborer des mesures relatives à l'accès à la justice pour les cas d'APA.</li> <li>- Régler les problèmes transfrontières.</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gérer les CT associées aux ressources génétiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Entreprendre des recherches et des études taxonomiques sur la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs, et la bioprospection.</li> <li>- Élaborer des bases de données sur les ressources génétiques.</li> </ul>

## *Appendice II*

### **ACTIVITÉS CONCRÈTES DE CRÉATION ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS À L'APPUI DE LA MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE DU PROTOCOLE**

#### **Domaine clé 1 : Capacité à mettre en œuvre et à respecter les obligations énoncées dans le Protocole**

<b>Mesure stratégique</b>	<b>Activités indicatives de création et de renforcement des capacités</b>
1.1 Permettre la ratification du Protocole ou l'accèsion à celui-ci	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaboration d'un manuel sur la ratification du Protocole ou l'accèsion à celui-ci, y compris les modèles de documents d'information destinés aux représentants gouvernementaux de haut niveau, à partir des expériences des pays qui ont déjà ratifié le Protocole.</li> <li>• Organisation d'ateliers pour les représentants gouvernementaux sur les dispositions du Protocole.</li> <li>• Apport de soutien financier et d'assistance technique/personnes-ressources pour l'organisation des ateliers de consultation des parties prenantes sur les dispositions du Protocole.</li> <li>• Organisation d'une formation à l'intention des correspondants sur l'APA sur la gestion des processus fondés sur la participation de plusieurs parties prenantes concernant les questions liées à l'APA.</li> </ul>
1.2 Sensibiliser davantage à l'importance des RG et des CT et les questions entourant l'APA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement de trousse d'outils pour diriger les Parties et autres parties prenantes sur la façon d'élaborer et de mener des activités de sensibilisation au Protocole.</li> <li>• Organisation d'ateliers à l'intention des représentants gouvernementaux et autres parties prenantes d'intérêt pour la mise en œuvre de l'APA sur les moyens de communiquer les questions liées à l'APA.</li> <li>• Organisation d'ateliers à l'intention des journalistes et autres médias, ainsi que des experts en communication sur l'importance des RG et des CT, et les questions connexes liées à l'APA.</li> <li>• Élaboration de lignes directrices sur l'intégration des questions liées à l'APA aux programmes scolaires postsecondaires et aux programmes éducatifs informels.</li> <li>• Élaboration et organisation de cours de courte durée sur l'APA dans les universités.</li> </ul>
1.3 Cartographier les principaux acteurs, dont les autres instruments internationaux sur l'APA, ainsi que l'expertise existante aux fins d'application du Protocole	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaboration de matériel explicatif sur la cartographie et l'analyse des parties prenantes à l'APA.</li> <li>• Développement de modèles pour aider les Parties à faire le bilan de l'expertise existante en matière d'APA.</li> <li>• Organisation de la formation sur les habiletés à repérer et analyser les parties prenantes, à l'intention des représentants gouvernementaux responsables de l'APA.</li> <li>• Offre d'une assistance technique pour la mise sur pied de mécanismes pour faciliter le réseautage entre les divers acteurs.</li> </ul>
1.4 Mobiliser de nouvelles sources de financement innovatrices afin de mettre en œuvre le Protocole	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation de la formation des représentants gouvernementaux afin de développer leurs habiletés à mobiliser les ressources (p. ex., développement de projets, collecte de fonds et récupération des ressources).</li> <li>• Offre d'une assistance technique afin de développer des stratégies nationales de mobilisation des ressources.</li> </ul>
1.5 Créer des mécanismes de coordination interagences intérieure	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documentation des études de cas sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés en matière de coordination interagences reçue des organes existants travaillant dans le domaine de l'APA.</li> <li>• Offre d'une assistance technique pour la mise sur pied de mécanismes pour faciliter l'interaction entre les agences du pays, notamment aux fins d'évaluation des choix et de la pérennité.</li> </ul>
1.6 Utiliser les meilleurs outils de communication et systèmes en	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Offre d'une assistance technique et d'une formation en utilisation des meilleurs outils de communication possibles et systèmes en ligne, pour les activités d'APA.</li> </ul>



Mesure stratégique	Activités indicatives de création et de renforcement des capacités
ligne existants pour les activités d'APA, dont l'offre d'information au Centre d'échange sur l'APA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Élaboration ou adaptation d'outils de communication, tels que les webinaires, les médias sociaux et l'apprentissage électronique, aux fins de diffusion du matériel d'information sur l'APA.</li> <li>• Développement de plateformes d'échange d'information convenables liées au Centre d'échange sur l'APA.</li> <li>• Élaboration de modules d'apprentissage électronique et de formation pratique sur l'utilisation du Centre d'échange sur l'APA et du mécanisme de Centre d'échange.</li> </ul>
1.7 Développer des mécanismes, comprenant la désignation de points de contrôle, pour suivre l'utilisation des ressources génétiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Élaboration de lignes directrices pour la mise sur pied de points de contrôle au pays, comprenant le rôle et le fonctionnement des points de contrôle.</li> <li>- Organisation de la formation des représentants du gouvernement responsables de la gestion des points de contrôle.</li> </ul>
1.8 Faire rapport des mesures prises pour mettre en œuvre le Protocole	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Offre d'une assistance technique et financière pour la préparation des rapports nationaux.</li> </ul>

**Domaine clé 2 : Capacité de développer, de mettre en œuvre et d'appliquer les mesures législatives, administratives et de politique générale nationales sur l'accès et le partage des avantages**

Mesure stratégique	Activités indicatives de création et de renforcement des capacités
2.1 Développer un cadre de politique intérieure sur l'APA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Offre d'une assistance technique pour l'analyse des politiques existantes en matière d'APA afin de repérer les lacunes.</li> <li>- Offre d'une assistance technique pour le développement de cadres de politique sur l'APA.</li> <li>- Élaboration d'outils (p. ex., lignes directrices et études de cas) afin de faciliter l'intégration des points liés à l'APA aux politiques et plans sectoriels et intersectoriels.</li> </ul>
2.2 Faire le bilan des mesures nationales d'APA afin de repérer les lacunes à la lumière des obligations relatives au Protocole	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Offre d'une assistance technique pour faire le bilan des mesures existantes d'intérêt pour la mise en œuvre du Protocole.</li> <li>- Élaboration de lignes directrices sur la coordination des politiques, lois et réglementations pertinentes en matière d'APA afin d'assurer la cohérence et la clarté juridique.</li> </ul>
2.3 Adopter de nouvelles mesures législatives, administratives ou de politique sur l'APA ou amender les mesures existantes en vue de la mise en œuvre du Protocole	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Offre d'une assistance technique et légale afin d'examiner, de mettre à jour et/ou d'élaborer des mesures législatives, administratives et de politique sur l'APA, y compris, selon qu'il convient, des dispositions sur l'utilisation coutumière et l'échange de ressources génétiques et de CT.</li> <li>- Développement de lignes directrices sur l'élaboration ou la révision des mesures législatives, administratives ou de politique sur l'APA.</li> <li>- Organisation de la formation (p. ex., ateliers, cours et modules d'apprentissage électronique) sur l'élaboration de mesures législatives, administratives ou de politique sur l'APA.</li> <li>- Offre d'une assistance technique pour la mise en place de mécanismes de consultation des parties prenantes sur l'élaboration de mesures législatives, administratives et de politique sur l'APA.</li> </ul>
2.4 Élaborer un modèle de législation régionale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Offre d'une assistance technique et juridique aux institutions régionales existantes, s'il y a lieu, afin d'élaborer un modèle de mesures législatives et de réglementations régionales pouvant être adaptées aux situations nationales.</li> <li>- Offre d'une assistance technique aux organisations régionales pour l'élaboration de lignes directrices visant à assurer une mise en œuvre cohérente du Protocole à l'échelle nationale.</li> </ul>

Mesure stratégique	Activités indicatives de création et de renforcement des capacités
2.5 Mettre sur pied des dispositions institutionnelles et des systèmes administratifs pour l'APA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Facilitation de la mise sur pied de dispositions institutionnelles et de mécanismes de coordination pour la mise en œuvre de mesures législatives, administratives et de politique en matière d'APA en travaillant avec les institutions nationales pour accroître les synergies.</li> <li>- Organisation de la formation des représentants du gouvernement sur la mise en œuvre de mesures législatives, administratives et de politique en matière d'APA.</li> <li>- Facilitation du partage des connaissances et de l'expertise relative aux mesures concernant l'APA au moyen de formation en milieu de travail et de programmes d'échanges de pair à pair, et de communautés et de réseaux d'apprentissage régionaux et infrarégionaux.</li> <li>- Offre d'une assistance technique pour l'élaboration de procédures administratives en vue de la mise en œuvre des mesures concernant l'APA.</li> <li>- Élaboration de lignes directrices pour différencier les demandes d'accès aux ressources génétiques à des fins commerciales et non commerciales.</li> <li>- Élaboration de lignes directrices pour la mise sur pied de mesures simplifiées sur l'accès aux ressources génétiques à des fins de recherche non commerciale.</li> </ul>
2.6 Élaborer des procédures pour l'octroi ou le refus d'accorder le consentement préalable en connaissance de cause (CPCC)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Élaborer des notes explicatives sur les différents composants du CPCC.</li> <li>- Élaborer des lignes directrices sur l'octroi du CPCC, y compris les formats à adopter.</li> <li>- Organiser des programmes de formation et d'orientation sur l'octroi du CPCC.</li> </ul>
2.7 Promouvoir le respect des mesures législatives ou réglementaires du pays concernant l'APA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Offre d'une assistance technique pour sensibiliser aux mesures législatives, administratives et de politique concernant l'APA.</li> <li>- Documentation et diffusion des études de cas sur les meilleures pratiques pour la mise en œuvre et la promotion du respect des mesures concernant l'APA.</li> <li>- Organisation de la formation du personnel de contrôle frontalier sur la diversité biologique et les questions entourant l'APA.</li> </ul>

### Domaine clé 3 : Capacité de négocier des conditions convenues d'un commun accord

Mesure stratégique	Activités indicatives de création et de renforcement des capacités
3.1 Promouvoir l'équité et la justice dans la négociation des CCCA, notamment par la formation sur les habiletés légales, scientifiques et techniques pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement des notes explicatives sur les différents composants des CCCA et des acteurs.</li> <li>• Organisation des programmes de formation et d'orientation sur la négociation des CCCA, y compris les modules sur les aspects techniques et juridiques.</li> <li>• Programme d'orientation sur les DPR et les questions connexes des CCCA.</li> <li>• Élaboration d'un manuel de fonctionnement des CCCA, portant entre autres sur la négociation des CCCA et les rôles et responsabilités des acteurs pertinents.</li> <li>• Élaboration d'un article de synthèse sur les cadres juridiques associés au processus des CCCA.</li> <li>• Développement d'une trousse d'outils sur les CCCA et organisation des programmes de formation et d'orientation utilisant la trousse d'outils.</li> <li>• Élaboration d'une orientation sur l'intégration aux CCCA d'une disposition sur le partage d'information sur la mise en œuvre des CCCA, notamment par l'obligation de remettre des rapports.</li> <li>• Élaboration d'un manuel sur le règlement des différends et organisation de programmes d'orientation pour les experts juridiques</li> </ul>

Mesure stratégique	Activités indicatives de création et de renforcement des capacités
	<p>et autres à cet égard.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation de programmes de formation pour les correspondants nationaux et les parties prenantes concernées sur le suivi et le respect des questions entourant les CCCA.</li> </ul>
3.2 Élaborer des modèles de clauses contractuelles sectorielles et intersectorielles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement d'une formation juridique sur le droit contractuel pour les non-avocats.</li> <li>• Développement de modèles de clauses contractuelles et de contrats, pour différents secteurs.</li> <li>• Organisation de la formation sur l'utilisation des modèles de contrats.</li> </ul>
3.3 Élaborer et mettre en œuvre des accords pilotes sur l'APA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documentation d'études de cas sur les accords sur l'APA, comprenant des exemples de bénéficiaires, d'avantages monétaires et non monétaires, de modalités de partage des avantages et d'utilisation.</li> </ul>
3.4 Promouvoir une meilleure compréhension des modèles de gestion liés à l'utilisation des ressources génétiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaboration d'un manuel sur les modèles de gestion en ce qui a trait à l'utilisation des ressources génétiques, pour divers secteurs.</li> <li>• Organisation de la formation sur les modèles de gestion en ce qui a trait à l'utilisation des ressources génétiques, pour divers secteurs.</li> <li>• Élaboration de modules sur le développement d'entreprises de bioprospection et fondées sur les ressources biologiques.</li> </ul>

**Domaine clé 4 : Capacités et priorités des communautés autochtones et locales et des parties prenantes concernées, notamment le milieu des affaires et le milieu de la recherche**

Mesure stratégique	Activités indicatives de création et de renforcement des capacités
4.1 Participer aux processus juridiques, de politique générale et décisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation de la formation des CAL, y compris les femmes de ces communautés, sur les dispositions du Protocole et son fonctionnement, y compris les processus juridique, de politique et décisionnel liés aux questions relatives à l'APA, reconnaissant la valeur de leurs CT.</li> <li>• Prestation d'une assistance technique et de formation pour permettre aux communautés autochtones et locales et aux parties prenantes pertinentes de participer au développement de mesures d'APA.</li> <li>• Organisation de la formation des autres parties prenantes, dont le milieu des affaires et le milieu de la recherche, sur la mise en œuvre du Protocole.</li> </ul>
4.2 Définir des exigences minimales, selon qu'il convient, pour les CCCA, afin d'assurer un partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des CT	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaboration des exigences minimales, selon qu'il convient, pour les conditions convenues d'un commun accord, afin d'obtenir un partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des CT.</li> <li>• Développement d'ateliers de « formation des formateurs » pour les CAL et autres parties prenantes, dont le milieu des affaires et le milieu de la recherche, sur l'utilisation des exigences minimales, selon qu'il convient, pour les CCCA, afin d'assurer le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des CT.</li> </ul>
4.3 Élaborer des protocoles communautaires liés à l'accès aux CT et au partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaboration d'ateliers de « formation des formateurs », comprenant la production de matériel pour les CAL, sur le développement de protocoles communautaires liés à l'accès aux CT et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances.</li> <li>• Développement de modules d'apprentissage électronique et d'autres outils sur le développement de protocoles communautaires liés à l'accès aux CT et au partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances.</li> </ul>

Mesure stratégique	Activités indicatives de création et de renforcement des capacités
4.4 Élaborer des modèles de clauses contractuelles pour le partage des avantages découlant de l'utilisation des CT	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement de modules de « formation des formateurs » sur l'élaboration et l'utilisation des clauses contractuelles et des accords d'APA pour le partage des avantages découlant de l'utilisation des CT.</li> <li>Développement d'outils d'orientation pratique sur les modèles de clauses contractuelles sur les CT.</li> </ul>
4.5 Accroître les capacités des CAL, plus particulièrement des femmes de ces communautés, en ce qui a trait à l'accès aux ressources génétiques et/ou aux CT	<ul style="list-style-type: none"> <li>Traduction du matériel pertinent dans les langues locales.</li> <li>Offre d'une assistance technique pour la mise sur pied d'un service d'assistance pour les communautés autochtones et locales et les parties prenantes concernées.</li> <li>Offre d'une assistance technique pour l'élaboration et la mise en œuvre de programmes d'apprentissage de pair à pair, comprenant un mentorat et une formation en milieu de travail.</li> <li>Programmes d'orientation et de formation pour permettre aux CAL d'atteindre le plein potentiel des CT grâce à la documentation, la protection et l'utilisation de celles-ci.</li> </ul>
4.6 Négocier des CCCA favorables	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement de modèles et de lignes directrices pour faciliter l'autoévaluation des besoins de capacités pour les CCCA.</li> <li>Organisation d'ateliers/cours de formation pour les CAL et les autres parties prenantes, dont le secteur des affaires et le milieu de la recherche, sur la négociation de conditions convenues d'un commun accord.</li> <li>Élaboration de modules d'apprentissage sur mesure pour les CAL et autres parties prenantes concernées, dont le milieu des affaires et le milieu de la recherche, sur la négociation des CCCA/accords d'APA.</li> </ul>
4.7 Accroître la compréhension des obligations des Parties aux termes du Protocole, en ce qui a trait aux CT et aux CAL	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation de séminaires et d'ateliers sur les obligations des Parties aux termes du Protocole, en ce qui a trait aux CT et aux CAL.</li> <li>Élaboration de lignes directrices sur la mise en place de mécanismes pour faciliter la coordination des CT et des CAL entre les ministères et agences gouvernementaux et les autorités locales régissant l'APA.</li> <li>Documentation et diffusion d'études de cas sur les bonnes pratiques en matière d'APA en ce qui concerne les CT et les CAL, afin que les intervenants puissent apprendre et développer l'expérience des autres.</li> <li>Appui à la création de plateformes d'apprentissage en ligne afin de faciliter l'apprentissage autodirigé sur les dispositions relatives à l'APA.</li> </ul>

#### Domaine clé 5 : Capacité des pays à développer des capacités de recherche endogènes afin d'augmenter la valeur de leurs propres ressources génétiques

Mesure stratégique	Activités indicatives de création et de renforcement des capacités
5.1 Élaborer et utiliser des méthodes pour établir la valeur des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles connexes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Élaboration des méthodes pour évaluer la valeur commerciale possible de ressources génétiques particulières et des CT en développant les meilleures pratiques dans le contexte des APA.</li> <li>Facilitation du développement de liens d'interconnexion avec d'autres initiatives/méthodes/instruments d'établissement de la valeur des ressources génétiques et des CT, notamment par l'échange de connaissances.</li> <li>Documentation et diffusion des études de cas sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés, afin de favoriser la compréhension de la chaîne des valeurs par l'analyse des modèles de gestion.</li> <li>Appui aux méthodes fondées sur la participation de plusieurs parties prenantes afin d'intégrer la valeur potentielle des ressources génétiques et des CT aux processus décisionnels, notamment en développant des lignes directrices sur la mise sur</li> </ul>

Mesure stratégique	Activités indicatives de création et de renforcement des capacités
	<p>piéd de mécanismes pour faciliter la coordination entre les ministères/agences gouvernementaux et les autorités locales régissant l'APA.</p>
<p>5.2 Faciliter le transfert de la technologie et développer l'infrastructure de la recherche, renforcer les capacités techniques pour assurer la durabilité d'un tel transfert de technologie</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Offre d'une assistance technique aux fins de recherche conjointe et de coopération scientifique (p. ex., programme d'apprentissage de pair à pair), comprenant le transfert et le développement de la technologie.</li> <li>• Offre d'appui (p. ex., ateliers de formation des formateurs, mentorats et formation en milieu de travail) afin créer des établissements de formation des chercheurs et de maintien des connaissances existantes, y compris les CT, dans les pays en développement.</li> <li>• Offre d'une assistance technique pour développer les capacités de recherche des institutions nationales et des universités, afin d'accroître la valeur des ressources génétiques.</li> <li>• Appui aux méthodes de recherche technique et scientifique et aux programmes de développement fondés sur la collaboration.</li> </ul>
<p>5.3 Entreprendre des recherches et des études taxonomiques sur la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs, et la bioprospection</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Offre d'une assistance technique pour appuyer la création ou le renforcement des bases de données de ressources génétiques.</li> <li>• Organisation de la formation sur la bioprospection et l'accroissement de la valeur des ressources génétiques à l'intention des CAL, des petites et moyennes entreprises et du secteur privé.</li> <li>• Organisation des formations sur la recherche et les études taxonomiques liées à la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs.</li> <li>• Renforcement de la capacité d'entreprendre la recherche et le développement de ressources génétiques jusqu'à l'étape de la commercialisation.</li> </ul>

*Annexe II*

**MANDAT DU COMITÉ CONSULTATIF INFORMEL SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS  
AUX FINS DE MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE DE NAGOYA**

**I. MANDAT**

1. Le comité consultatif informel sur la création de capacités (CCICC) a pour mandat de fournir des avis au Secrétaire exécutif sur les questions qui intéressent l'efficacité de la mise en œuvre du cadre stratégique pour la création et le renforcement des capacités à l'appui de la mise en œuvre efficace du Protocole de Nagoya. Ses tâches spécifiques consistent notamment à fournir des avis concernant :

a) Le bilan à réaliser sur les initiatives de création et de renforcement des capacités mises en œuvre par les différentes organisations, afin de repérer les lacunes dans la mise en œuvre du cadre stratégique;

b) Le besoin de nouveaux outils, lignes directrices et matériel de formation, y compris des modules d'apprentissage en ligne, pour faciliter les initiatives de création et de renforcement des capacités des Parties, autres gouvernements, communautés autochtones et locales et autres parties prenantes;

c) Les mécanismes permettant de favoriser la coordination, la synergie, la cohérence et la complémentarité des activités de création et de renforcement des capacités, en tenant compte des informations sur les besoins et activités en matière de création et de renforcement des capacités disponibles dans le Centre d'échange sur l'APA et émanant d'autres sources;

d) Une facilitation visant à jumeler les besoins en matière de création et de renforcement des capacités identifiés par les Parties avec des opportunités et des ressources potentielles pour appuyer la mise en œuvre du cadre stratégique.

**II. COMPOSITION**

2. Le comité consultatif informel sera formé de quinze experts choisis par le Secrétaire exécutif à partir des candidatures proposées par les Parties, de manière à assurer une répartition géographique équitable et une représentation équitable des deux sexes, et comprendra des représentants de communautés autochtones et locales et d'organisations compétentes.

3. Le comité consultatif informel pourra s'appuyer également sur les compétences disponibles et entretiendra des rapports avec les organisations internationales, régionales et nationales compétentes, selon qu'il convient, dans l'exécution de son mandat.

**III. PROCÉDURES OPÉRATIONNELLES**

4. En fonction des ressources disponibles, le comité consultatif informel se réunira au besoin, immédiatement avant ou après d'autres réunions pertinentes, afin de fournir des avis en temps voulu.

5. Lorsque cela est possible, le Secrétariat utilisera les moyens de communication en ligne disponibles pour réduire le besoin en réunions présentiels.

**POINT 18. MESURES DE SENSIBILISATION À L'IMPORTANCE DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET DES CONNAISSANCES TRADITIONNELLES ASSOCIÉES AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES (ARTICLE 21)**

---

*Ce qui suit est composé du projet de décision contenu dans la recommandation 2/6 du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (CIPN).*

---

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties du Protocole de Nagoya*

1. *Adopte* la stratégie de sensibilisation pour le Protocole de Nagoya, qui figure dans l'annexe à la présente recommandation;
2. *Recommande* à la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, dans le cadre de ses orientations pour le mécanisme de financement, d'inviter le Fonds pour l'environnement mondial à fournir des ressources financières aux Parties, afin de pouvoir prendre des mesures rapides concernant l'article 21 du Protocole.

***Annexe***

**STRATÉGIE DE SENSIBILISATION POUR LE PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES**

***Introduction***

1. La communication, l'éducation et la sensibilisation du public sont au cœur de l'application effective du Protocole de Nagoya. L'application effective de l'article 21 du Protocole de Nagoya joue donc un rôle essentiel pour contribuer au succès de l'ensemble du Protocole.
2. La vaste gamme d'activités, d'initiatives et d'outils de sensibilisation aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages qui ont été mis au point à ce jour ont été créés en l'absence d'un cadre général de communication; d'autre part, les activités de communication ne disposent pas d'un financement prévisible à long terme. Cela a contribué à un manque de sensibilisation général aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages.
3. La stratégie de sensibilisation vise à procurer une approche systématique et cohérente, pour aider les Parties à appliquer l'article 21 du Protocole. Elle reconnaît qu'il est nécessaire de relier les activités liées à l'article 21 aux autres activités de renforcement des capacités menées dans le cadre du Protocole de Nagoya, au titre du programme de travail sur la communication, l'éducation et la sensibilisation du public, et à d'autres initiatives de vulgarisation de la CDB, telles que la Décennie des Nations Unies pour la biodiversité.
4. Il est important que les activités de sensibilisation répondent aux besoins et circonstances particuliers de chaque Partie. En conséquence, la stratégie de sensibilisation devrait être dirigée par les Parties. Cependant, pour aider les Parties à mettre en œuvre la stratégie, le Secrétariat pourrait prendre une série de mesures d'appui, telles que la création d'une trousse d'information contenant des méthodologies, des modèles et des matériels descriptifs destinés à appuyer l'élaboration des stratégies nationales de sensibilisation et du matériel et des outils connexes. Tous les produits créés par le Secrétariat et par les Parties, dans le cadre de la stratégie, devraient être diffusés par le biais du mécanisme du Centre d'échange de la Convention sur la diversité biologique qui comprend le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.
5. Plusieurs outils de sensibilisation sur l'accès et le partage des avantages ont déjà été élaborés par des Parties et d'autres organisations. À des fins de coût-efficacité, les Parties sont, dans la mise en œuvre de leur stratégie, encouragées, selon qu'il convient, à faire usage de ces outils dans la formulation de leurs stratégies nationales de sensibilisation et l'élaboration de matériels de sensibilisation.
6. Bien que les groupes cibles puissent être différents selon les pays, la sensibilisation des utilisateurs des ressources génétiques est une priorité pour assurer l'application effective du Protocole. Il est important également

d'assurer une participation pleine et entière des communautés autochtones et locales aux activités de sensibilisation nationales et régionales.

7. Le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages sera un mécanisme important pour appuyer l'application de l'article 21 du Protocole, en veillant non seulement à ce que la stratégie de sensibilisation, les produits et les outils soient disponibles pour toutes les parties prenantes, mais aussi, en facilitant le partage des leçons apprises par les Parties face à des situations similaires et celui des données d'expérience sur les questions relatives à l'accès et au partage des avantages. Enfin, le Centre d'échange sera nécessaire pour réaliser les activités suggérées à l'article 21, tout particulièrement les activités mentionnées aux paragraphes d), e) et f).

8. Les paragraphes suivants décrivent une stratégie de sensibilisation destinée à appuyer les Parties dans le cadre de l'élaboration de leurs stratégies nationales, régionales et sous-régionales de sensibilisation. La stratégie est décrite également dans les tableaux situés à la fin du document. La stratégie est structurée autour de quatre activités prioritaires, qui s'appuient mutuellement. L'activité finale, qui est l'étape d'évaluation, devrait permettre d'énoncer les conditions et les priorités pour toute évolution future de la stratégie. Les Parties sont encouragées à mettre en œuvre une itération de la stratégie durant l'exercice biennal qui suit l'entrée en vigueur. Les Parties seraient ensuite invitées à faire rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie de sensibilisation au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages et à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, selon qu'il convient.

***Activité prioritaire 1. Analyse de situation en matière de communication et élaboration de stratégies de sensibilisation fondées sur les besoins au niveau national, régional et infrarégional***

9. L'article 21 du Protocole de Nagoya dispose que les Parties doivent prendre des mesures pour sensibiliser le public à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages. Les mesures de sensibilisation sont en outre importantes et nécessaires pour la mise en œuvre efficace et le respect du Protocole et des trois objectifs de la Convention. La transposition de ce principe général dans une stratégie de sensibilisation nécessite que les Parties définissent des buts de communication plus spécifiques, compte tenu des directives énoncées à l'article 21.

10. L'élaboration de stratégies de sensibilisation efficaces par les Parties devrait être fondée sur une analyse de l'état de la communication sur les questions relatives à l'accès et au partage des avantages. Une telle analyse devrait inclure les éléments suivants :

- a) Evaluer les buts de communication nécessaires pour appuyer l'application du Protocole et, en particulier, pour que les Parties puissent sensibiliser à l'importance que revêtent les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages, conformément à l'article 21;
- b) Mener des enquêtes de sensibilisation, pour recenser les groupes cibles, leur niveau de sensibilisation et les mesures qui doivent être prises par ces groupes, en vue d'appuyer l'application du Protocole;
- c) Effectuer un audit du matériel de formation et d'information disponible, pour recenser et examiner l'efficacité des produits de communication existants;
- d) Créer un fichier d'experts techniques et d'experts en communication, qui pourraient être appelés pour aider à mettre en œuvre les stratégies nationales, régionales et sous-régionales.

11. Dans le cadre de cette activité prioritaire, le Secrétariat proposera une structure pour aider les Parties à élaborer leurs stratégies nationales, régionales et sous-régionales de sensibilisation, y compris une analyse de situation de communication qui examine les éléments susmentionnés. Une telle analyse aura pour but de fournir des orientations sur le type de messages et de matériel de sensibilisation à mettre au point. Les orientations et les recommandations fournies pour chacune des étapes susmentionnées seront élaborées par le Secrétariat, utilisant les programmes, outils, structures et matériels appropriés existants du Secrétariat (en particulier le CEPA) ou d'autres organisations internationales concernées afin de renforcer la cohérence, d'accroître l'efficacité et de limiter les coûts. Elles seront ensuite affichées sur le site du Centre d'échange. Les Parties seraient ensuite invitées à dupliquer ou à adapter cette méthodologie, selon qu'il convient.

12. Différents acteurs représentant différents intérêts et ayant des priorités différentes contribueront à l'application du Protocole de Nagoya, y compris, entre autres, les gouvernements, les établissements de recherche,



l'industrie, le secteur de l'éducation et de la formation, les représentants des médias ainsi que les communautés autochtones et locales. En conséquence, les Parties devraient recenser et hiérarchiser les principaux groupes cibles, et effectuer une enquête de sensibilisation pour déterminer leur niveau de sensibilisation actuel. En s'appuyant sur cette étude, les Parties pourront alors déterminer quelles mesures prises par ces groupes faciliteraient une application pleine et entière du Protocole, et quelles voies de communication et quels messages permettraient d'encourager de telles mesures. Une telle analyse de situation de communication facilitera l'élaboration des stratégies nationales de sensibilisation. Comme indiqué plus haut, des efforts particuliers devraient être prodigués pour sensibiliser les utilisateurs des ressources génétiques. D'autre part, toute évaluation du rôle des communautés autochtones et locales dans ce processus devrait être faite de manière intégrée pour l'ensemble des buts de communication.

13. En plus de l'enquête de sensibilisation, les Parties seraient invitées à effectuer un audit des produits et initiatives appropriés existants en matière de sensibilisation, et à évaluer dans quelle mesure ces outils peuvent aider à réaliser les buts de communication. L'audit devrait tenir compte des outils et initiatives mis en place par des partenaires au sein des ministères, des organisations non gouvernementales, des entreprises et des établissements de recherche, ainsi que par des communautés autochtones et locales.

14. Enfin, les Parties sont encouragées à créer un fichier d'experts, comprenant des professionnels de la communication dotés de compétences en matière d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages découlant de leur utilisation, et des experts techniques et juridiques dans ce domaine, pouvant aider à élaborer le matériel de sensibilisation.

15. Les différents éléments décrits plus haut, tels que les buts de communication, l'enquête sur les comportements et la sensibilisation, l'audit du matériel existant, et le fichier d'experts, devraient être utilisés pour créer des stratégies nationales, régionales et sous-régionales de sensibilisation. Les stratégies résultantes seront propres à chaque Partie, mais il est suggéré que chacune d'entre elles comprenne :

- a) Analyse de situation et un rapport sur les principaux groupes cibles;
- b) Des messages clés pour les activités de sensibilisation;
- c) Des activités de sensibilisation;
- d) Un calendrier;
- e) Les besoins en ressources;
- f) Un cadre d'évaluation.

16. D'autre part, il est suggéré que chaque stratégie élaborée au niveau national, régional et sous-régional comprenne des dispositions concernant les activités de communication, le renforcement des capacités ou la formation, que ce soit au sein des groupes cibles ou au sein des groupes de professionnels de la communication ou de formateurs. Les Parties seraient invitées à afficher le résultat final de chacune de ces activités sur le Centre d'échange.

#### ***Activité prioritaire 2. Création d'une trousse d'information et d'un matériel de sensibilisation***

17. Cette activité prioritaire est axée sur la création d'un matériel de sensibilisation et de formation, qui pourrait être utilisé pour transmettre des messages clés aux différents groupes cibles pendant les activités de vulgarisation. Ce matériel serait le principal outil utilisé par les Parties pour lancer leurs campagnes de sensibilisation et pour renforcer les capacités sur les questions relatives à l'accès et au partage des avantages, conformément aux principes énoncés à l'article 21 du Protocole. D'autre part, une formation et des orientations, y compris la formation de formateurs, sur les différentes façons d'utiliser ce matériel et de diffuser les messages clés auprès des groupes cibles pourront s'avérer nécessaires, pour garantir une amélioration des capacités des groupes cibles.

18. Pour appuyer la réalisation de cette activité, le Secrétariat créera une trousse d'information comprenant des méthodologies, des modèles et des matériels descriptifs sur la façon dont les Parties et les parties prenantes peuvent élaborer un matériel de sensibilisation et de formation. Dans l'élaboration de la trousse d'information, il sera tenu compte selon qu'il convient des outils pertinents existants de la Convention sur la diversité biologique, tels que la trousse d'information sur la communication, l'éducation et la sensibilisation (<http://www.cbd.int/cepa/toolkit/2008/doc/CBD-Toolkit-Complete.pdf>) et des matériels d'autres organisations internationales, mais sera adaptée aux besoins de communication en matière d'accès aux ressources génétiques et du partage des avantages découlant de leur utilisation. La trousse d'information sera distribuée dans une version

imprimée et multimédia, compatible avec son déploiement en tant que ressource d'apprentissage en ligne. La trousse d'information sera créée en tant que ressource éducative ouverte (OER)<sup>35</sup>.

19. Les Parties seront invitées à utiliser la trousse d'information pour élaborer différents matériels de sensibilisation adaptés à leurs besoins spécifiques, et pour appuyer la stratégie élaborée dans le cadre de l'activité prioritaire 1, afin de sensibiliser et de transmettre des messages aux groupes cibles. En créant ce matériel, la contribution des principales parties prenantes, telles que les communautés autochtones et locales et les parties prenantes recensées dans le cadre de l'activité prioritaire 1, devrait être prise en compte pour aboutir à une sensibilisation effective.

20. Le choix de la meilleure combinaison de produits d'information permettant de communiquer avec un groupe cible donné sera déterminé, en grande partie, par les recherches et les évaluations effectuées dans le cadre de l'activité prioritaire 1. Un matériel imprimé, tel que des brochures et des fiches d'information, pourra être utile dans certaines circonstances, tandis qu'un matériel multimédia et des approches comme la radio, des courts métrages et d'autres seront plus efficaces dans d'autres circonstances.

21. Dans le contexte de cette activité prioritaire, les Parties souhaiteront peut-être aussi élaborer des matériels pour utilisation dans l'éducation formelle.

22. Les Parties seront invitées à fournir des copies du matériel élaboré au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, aux fins de diffusion et de partage de ce matériel avec les autres Parties et parties prenantes.

### ***Activité prioritaire 3. Former les communicateurs et assurer la participation des groupes cibles***

23. Cette activité prioritaire a deux principaux objectifs : former un groupe d'experts en communication sur les questions relatives à l'accès et au partage des avantages à mettre en œuvre la stratégie nationale de sensibilisation, et entreprendre ensuite des activités assurant une participation des groupes cibles, afin d'accroître la sensibilisation.

24. Pour appuyer cette activité, le Secrétariat fournira des directives sur la façon d'organiser un atelier de formation des communicateurs spécialisés dans le domaine de l'accès aux ressources génétiques et du partage des avantages découlant de leur utilisation. Dans la trousse d'information sur l'accès et le partage des avantages susmentionnée, le Secrétariat fournira des directives sur les différentes façons de diffuser et d'utiliser le matériel de sensibilisation et de formation, pour appuyer la stratégie de sensibilisation.

25. Comme première étape de cette activité prioritaire, il est suggéré d'organiser une série d'ateliers de formation des experts en communication, en utilisant le matériel de formation élaboré dans le cadre de l'activité prioritaire 2. Ceci permettra de préparer le groupe d'experts en communication à communiquer efficacement avec les principaux groupes cibles et à diffuser les messages clés contenus dans le matériel de sensibilisation. Ces communicateurs pourraient ensuite organiser des ateliers et d'autres manifestations pour les principaux groupes cibles énumérés dans la stratégie.

26. Le matériel de sensibilisation élaboré dans le cadre de l'activité prioritaire 2 sera distribué aux groupes cibles de plusieurs façons; cependant, la mise en œuvre des stratégies de sensibilisation consistera notamment à organiser des manifestations, des ateliers et d'autres forums, dans le cadre desquels des activités de communication auront lieu. Le type d'activités menées devrait être déterminé par le groupe ciblé par l'activité de communication. Des exemples d'activités incluent: un petit-déjeuner d'information, une table ronde pour les représentants d'un groupe d'utilisateurs particulier, une session de formation pour les représentants des médias ou une conférence sur les mesures liées à l'accès et au partage des avantages destinée aux chercheurs.

27. Ces manifestations donneraient l'occasion d'assurer la participation de différentes parties prenantes, afin d'examiner les circonstances nationales de l'application Protocole de Nagoya. A titre d'exemple, comme indiqué à l'article 21 i) du Protocole, les manifestations pourraient inclure des activités de communication spécifiques visant à sensibiliser aux protocoles communautaires et aux procédures des communautés autochtones et locales. Ces

---

<sup>35</sup> Les ressources éducatives ouvertes (OER) sont un matériel d'enseignement et d'apprentissage en ligne, gratuit et accessible par tous, que vous soyez un enseignant, un étudiant ou que vous appreniez par vous-même. Des exemples incluent: des cours complets, des modules de cours, des syllabus, des cours magistraux, des devoirs à la maison, des tests, des activités en laboratoire ou en salle de classe, du matériel pédagogique, des jeux, des simulations et de nombreuses autres ressources qui figurent dans les collections de médias en ligne partout dans le monde.

<http://openeducationalresources.pbworks.com/w/page/24836860/What%20are%20Open%20Educational%20Resources>

manifestations donneraient aussi l'occasion d'informer les représentants des médias sur les questions relatives à l'accès et au partage des avantages.

28. Il est prévu que les ateliers soient organisés principalement au niveau national. Dans certains cas, cependant, des ateliers infrarégionaux ou régionaux pourraient être utiles également, pour mettre en œuvre les stratégies de sensibilisation, et leur organisation ferait donc partie de cette activité prioritaire. Pour utiliser le plus efficacement possible les ressources, l'organisation de ces ateliers aura lieu sur la base des évaluations des besoins des capacités par les Parties. Dans l'analyse de ces besoins, les mécanismes, processus et outils mondiaux, régionaux ou sous-régionaux existants devraient être pris pleinement en considération. Le Secrétariat pourrait aussi contribuer à l'organisation de ces ateliers, dans la limite des ressources disponibles.

29. Pour toutes les activités menées, des mécanismes d'évaluation et de retours d'information semblables aux mécanismes en place pour les évaluations effectuées dans le cadre de l'activité prioritaire 1, devraient être prévus pour fournir des données utiles pour l'activité prioritaire 4 ci-après.

30. Les Parties et les parties prenantes seront invitées à afficher les résultats des manifestations sur le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, y compris des photos des débats, les exposés et les résumés des conclusions.

#### ***Activité prioritaire 4. Évaluation et retours d'information***

31. Il est important de noter que lorsque les Parties élaborent leurs stratégies, des données et des informations doivent être recueillies pour chaque activité prioritaire, aux fins d'utilisation dans un exercice d'évaluation. L'activité prioritaire 1 nécessite de recueillir des données de référence en matière de sensibilisation, au regard desquelles des changements dans le niveau de sensibilisation et dans les comportements peuvent être mesurés. De même, l'efficacité et la réception du matériel de sensibilisation élaboré dans le cadre de l'activité prioritaire 2 devraient être mesurées. Enfin, le caractère adéquat et l'apprentissage qui a eu lieu pendant les ateliers et les autres manifestations organisés dans le cadre de l'activité prioritaire 3 devraient être mesurés également.

32. En utilisant ces données, les Parties seront invitées à évaluer l'efficacité de leurs activités, de leurs ateliers et de leur matériel de sensibilisation. Les Parties seront ensuite invitées à réutiliser les mécanismes d'étude utilisés pour mettre en place leurs stratégies nationales et à analyser les retours d'information des participants aux activités de sensibilisation, en vue de modifier et d'affiner leurs stratégies, selon que de besoin. Les Parties devraient recueillir à nouveau les données qui avaient été obtenues dans le cadre de l'activité prioritaire 1, puis comparer ces données avec les données de référence.

33. Les résultats de l'évaluation et des analyses devraient être ensuite diffusés par le biais du Centre d'échange.

#### ***Besoins en ressources***

34. Puisque les besoins des Parties sont très divers, leurs besoins en ressources pour mettre en œuvre leurs stratégies de sensibilisation seront aussi différents. Des plans de financement durable devraient être adoptés, pour s'assurer que des ressources suffisantes seront disponibles pour les stratégies, dans une perspective de long-terme. Les Parties qui sont des pays en développement peuvent nécessiter une aide extérieure, y compris par le truchement du FEM afin de mettre en œuvre leurs stratégies nationales de sensibilisation.

35. Afin d'aider les Parties à élaborer et à mettre en œuvre les stratégies nationales, régionales et sous-régionales de sensibilisation, comme recommandé dans le cadre des activités prioritaires, le Secrétariat aura aussi besoin de ressources financières et humaines. L'appui du Secrétariat pour les activités prioritaires 1, 3 et 4 sera limité au temps du personnel. La contribution du Secrétariat à l'activité prioritaire 2 nécessitera une aide financière pour l'élaboration de la trousse d'information<sup>36</sup>.

---

<sup>36</sup> Les ressources requises comprendraient le temps du personnel, les fonds nécessaires pour embaucher un consultant en communications, la traduction de la trousse d'information dans les langues des Nations Unies et le formatage de la trousse d'information pour impression et diffusion sur le Web. Ces coûts seront pris en compte dans le document du budget. Selon les estimations, un montant de 170 000 dollars des Etats-Unis d'Amérique serait nécessaire.

*Tableau : Description d'une stratégie de sensibilisation pour le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages*

<p><b>Activité prioritaire 1. Analyse de situation en matière de communication et élaboration des stratégies de sensibilisation fondées sur les besoins au niveau national, régional et infrarégional</b></p>	
<p><b>1.1. Objectifs opérationnels</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire une analyse des buts de communication, des groupes cibles et du matériel de sensibilisation existant.</li> <li>- Pour les groupes cibles, déterminer les résultats souhaités pour les activités de communication.</li> <li>- Évaluer l'efficacité des outils, des messages et des activités existants.</li> <li>- Indiquer le coût estimatif pour réaliser les différentes activités.</li> </ul>	
<p><b>1.2. Résultats escomptés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Liste des groupes cibles et de leur niveau de sensibilisation.</li> <li>- Liste des buts de communication souhaités.</li> <li>- Analyse des lacunes subsistant dans les outils et recensement des produits nécessaires.</li> <li>- Évaluation des coûts éventuels.</li> </ul>	
<p><b>1.3. Indicateurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Niveau de sensibilisation au sein des principaux groupes cibles.</li> <li>- Liste du matériel de sensibilisation existant et de son utilisation.</li> <li>- Liste des experts en communication et des experts techniques.</li> </ul>	
<p><b>1.4 Rôle du Secrétariat</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir un modèle pour élaborer les stratégies nationales de sensibilisation.</li> <li>- Fournir des directives sur les méthodes utilisées pour les enquêtes.</li> <li>- Mettre à disposition le matériel de sensibilisation existant sur les questions relatives à l'accès et le partage des avantages.</li> <li>- Mettre à disposition les stratégies de sensibilisation par le biais du Centre d'échange et faire rapport sur les progrès accomplis à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, selon qu'il convient.</li> </ul>	
<p><b>1.5. Activités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Élaborer des stratégies nationales, régionales et sous-régionales de sensibilisation, y compris un calendrier, des activités, des outils d'évaluation et une liste des groupes cibles. Indiquer tous les besoins en ressources.</li> <li>- Déterminer les principaux groupes cibles et les changements de comportement souhaités.</li> <li>- Mener des enquêtes pour déterminer le niveau de sensibilisation des principaux groupes cibles.</li> <li>- Faire un audit des produits et du matériel de sensibilisation, y compris une évaluation de l'efficacité de chacun d'entre eux.</li> <li>- Créer un fichier d'experts en communication et d'experts juridiques et techniques dans le domaine de l'accès et du partage des avantages.</li> <li>- Transmettre la stratégie nationale de sensibilisation au Centre d'échange.</li> </ul>	<p><b>1.6. Acteurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Parties, y compris les ministères compétents.</li> <li>- Les organismes de recherche sur l'opinion publique.</li> <li>- Représentants des médias.</li> </ul>

<b>Activité prioritaire 2. Création d'une trousse d'information et d'un matériel de sensibilisation</b>	
<p style="text-align: center;"><b>2.1. Objectifs opérationnels</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer du matériel de sensibilisation et de formation pour appuyer les stratégies nationales, régionales ou sous-régionales de sensibilisation aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages.</li> <li>- Créer la trousse d'information, à utiliser pour former les communicateurs spécialisés dans le domaine de l'accès aux ressources génétiques et du partage des avantages découlant de leur utilisation</li> </ul>	
<p style="text-align: center;"><b>2.2. Résultats escomptés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un matériel de sensibilisation et de formation et d'autres produits d'information venant appuyer les stratégies nationales, régionales et sous-régionales de sensibilisation sont élaborés, y compris, entre autres, des brochures, des livrets, des fiches d'information, des matériels à utiliser dans l'éducation informelle, des vidéos, des spots radio, des enregistrements audio, des sites Internet, des présentations flash et des présentations en PowerPoint.</li> </ul>	
<p style="text-align: center;"><b>2.3. Indicateurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un catalogue de matériel de sensibilisation est créé.</li> <li>- Niveau d'utilisation du matériel de sensibilisation.</li> </ul>	
<p style="text-align: center;"><b>2.4 Rôle du Secrétariat</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer une trousse d'information de sensibilisation aux questions relatives à l'accès et au partage, comprenant des modèles, des directives et des exemples de méthodes à suivre pour des activités de formation et de communication. Traduire la trousse d'information dans les six langues officielles de l'ONU et diffuser la trousse d'information en version imprimée et en ligne.</li> <li>- Mettre à disposition le matériel de communication sur l'accès et le partage des avantages élaboré par les Parties et les parties prenantes, par le biais du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.</li> </ul>	
<p style="text-align: center;"><b>2.5. Activités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer un matériel de sensibilisation et de formation sur les questions relatives à l'accès et au partage des avantages en utilisant la trousse d'information et ses ressources.</li> <li>- Distribuer le matériel au niveau national et régional, en utilisant les voies de communication existantes.</li> <li>- Transmettre ce matériel au Centre d'échange.</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>2.6. Acteurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Parties, par le biais des ministères compétents et, selon qu'il convient, des parties prenantes concernées, telles que les communautés autochtones et locales.</li> <li>- Les experts en communication, y compris les représentants des médias</li> <li>- Les organismes de formation.</li> <li>- Les éducateurs.</li> </ul>

<p align="center"><b>Activité prioritaire 3. Former les communicateurs et assurer la participation des groupes cibles</b></p>	
<p align="center"><b>3.1. Objectifs opérationnels</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Former un groupe d'experts en communication spécialisés dans le domaine de l'accès aux ressources génétiques et du partage des avantages découlant de leur utilisation, afin de diffuser des messages clés auprès des groupes cibles.</li> <li>- Assurer une participation des groupes cibles, afin d'accroître la sensibilisation.</li> </ul>	
<p align="center"><b>3.2. Résultats escomptés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un groupe de formateurs et de communicateurs sur les questions relatives à l'accès et au partage des avantages est mis en place, pour participer aux activités de sensibilisation.</li> <li>- Des activités sont réalisées pour mettre en œuvre la stratégie.</li> <li>- Le niveau de sensibilisation des groupes cibles augmente.</li> </ul>	
<p align="center"><b>3.3. Indicateurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de communicateurs formés.</li> <li>- Réactions des personnes ayant reçu la formation.</li> <li>- Nombre d'activités menées.</li> <li>- Nombre de participants aux activités.</li> <li>- Réactions des participants concernant l'efficacité des manifestations et du matériel de sensibilisation.</li> <li>- Augmentation du niveau de sensibilisation au sein des groupes cibles.</li> <li>- Niveau d'utilisation du matériel de sensibilisation.</li> </ul>	
<p align="center"><b>3.4 Rôle du Secrétariat</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir des directives sur la structure et la forme des ateliers.</li> <li>- Fournir une liste indicative des activités de vulgarisation.</li> <li>- Lorsqu'une demande en ce sens est faite, participer aux activités de sensibilisation aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages, aux niveaux infrarégional et régional, dans la limite des ressources disponibles.</li> </ul>	
<p align="center"><b>3.5. Activités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser des ateliers de formation en matière de communication sur les questions relatives à l'accès et au partage des avantages, en assurant une participation des communicateurs spécialisés dans ce domaine et d'autres acteurs qui entreprendront des activités de communication avec des groupes cibles.</li> <li>- Entreprendre des activités de sensibilisation des groupes cibles.</li> <li>- Distribuer et diffuser le matériel de sensibilisation et de formation.</li> <li>- Pour toutes les activités, effectuer des exercices de retours d'information et d'évaluation, et conserver ces données pour les utiliser dans le cadre de l'activité prioritaire 4.</li> <li>- Transmettre les rapports d'activité au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.</li> </ul>	<p align="center"><b>3.6. Acteurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Parties et, selon qu'il convient, les parties prenantes concernées, telles que les communautés autochtones et locales.</li> <li>- Les professionnels de la communication, y compris les représentants des médias</li> <li>- Les groupes cibles recensés dans la stratégie de sensibilisation, tels que les utilisateurs des ressources génétiques.</li> </ul>

<b>Activité prioritaire 4. Évaluation et retours d'information</b>	
<p style="text-align: center;"><b>4.1. Objectifs opérationnels</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Évaluer l'efficacité des activités de sensibilisation, au regard des données de référence obtenues dans le cadre de l'activité prioritaire 1.</li> <li>- Ajuster la stratégie nationale de sensibilisation, selon qu'il convient, sur la base des commentaires reçus.</li> </ul>	
<p style="text-align: center;"><b>4.2. Résultats escomptés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Parties comprennent les résultats de leurs activités et l'efficacité de leurs stratégies.</li> <li>- Les Parties disposent des informations requises pour pouvoir ajuster et modifier leurs stratégies, selon qu'il convient.</li> </ul>	
<p style="text-align: center;"><b>4.3. Indicateurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Niveau et type de participation aux activités de sensibilisation menées dans le cadre de l'activité prioritaire 3.</li> <li>- Changements dans le niveau de sensibilisation des principaux groupes cibles.</li> <li>- Liste du nouveau matériel de sensibilisation et de leur utilisation.</li> <li>- Retours d'information détaillés des participants aux activités.</li> </ul>	
<p style="text-align: center;"><b>4.4 Rôle du Secrétariat</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre à disposition les informations fournies par les Parties sur les évaluations et les retours d'information, par le biais du Centre d'échange.</li> </ul>	
<p style="text-align: center;"><b>4.5. Activités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Étudier à nouveau les groupes cibles, pour évaluer tout changement dans le niveau de sensibilisation.</li> <li>- Faire un nouvel audit du matériel de sensibilisation, pour mesurer l'efficacité du matériel nouveau et existant, dans le cadre de la nouvelle stratégie.</li> <li>- Examiner à nouveau la liste des experts en communication et des experts juridiques et techniques en matière d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages découlant de leur utilisation.</li> <li>- Évaluer l'efficacité des activités de sensibilisation aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages, en utilisant les données recueillies dans le cadre de chaque activité prioritaire.</li> <li>- Réviser et ajuster la stratégie nationale de sensibilisation, compte tenu de cette analyse.</li> <li>- Transmettre les résultats de toutes les analyses au Centre d'échange.</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>4.6. Acteurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les Parties.</li> <li>- Les organismes de recherche sur l'opinion publique.</li> </ul>

## **POINT 19. NÉCESSITÉ ET MODALITÉS D'UN MÉCANISME MULTILATÉRAL MONDIAL DE PARTAGE DES AVANTAGES (ARTICLE 10)**

---

*Ce qui suit est composé du projet de décision contenu dans la recommandation 3/3 du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (CIPN).*

---

*La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya,*

Notant l'importance de poursuivre les discussions afin de parvenir à une compréhension commune de la nécessité et des modalités d'un mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages,

1. *Invite* les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes concernées à soumettre au secrétaire exécutif leurs points de vue sur : i) les situations qui peuvent étayer la nécessité de créer un mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages et qui ne sont pas couvertes dans le cadre de l'approche bilatérale; ii) les scénarios possibles concernant les modalités de fonctionnement d'un mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages, ainsi que des informations sur les incidences de ces différents scénarios sur les modalités; et iii) les questions devant faire l'objet d'un examen plus approfondi telles que recensées dans le rapport de la réunion d'experts sur l'article 10 du Protocole de Nagoya (UNEP/CBD/ICNP/3/5). Ces points de vue peuvent inclure, lorsqu'elles sont disponibles, des réflexions sur les expériences acquises dans le cadre des travaux visant à appliquer le Protocole de Nagoya;

2. *Prie* le Secrétaire exécutif de :

a) Établir une synthèse des points de vue soumis conformément au paragraphe 1 ci-dessus;

b) Commander, [dans la limite des ressources disponibles,] une étude sur : i) les enseignements tirés de l'élaboration et de la mise en œuvre du Protocole de Nagoya et d'autres mécanismes multilatéraux; et ii) l'éventuelle pertinence des travaux en cours réalisés par d'autres processus, y compris des études de cas portant sur les ressources génétiques *ex situ* et *in situ* [telles que définies à l'article 2 de la Convention sur la diversité biologique], les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques et les situations transfrontières;

c) Convoquer, [dans la limite des ressources disponibles,] une réunion d'un groupe d'experts à répartition régionale équilibrée pour examiner la synthèse des points de vue et l'étude mentionnés dans les alinéas a) et b) ci-dessus afin de parvenir à une compréhension commune des domaines devant faire l'objet d'un examen plus approfondi, comme indiqué dans le paragraphe 23 du rapport de la réunion d'experts mentionné au paragraphe 1 ci-dessus, et de soumettre les résultats de ses travaux pour examen à la deuxième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole.